****







**Strategic workshop to identify priority actions**

**on the fight against child labour, forced labour, human trafficking and modern slavery in Cameroon**

**in the framework of Alliance 8.7**

**------------**

Monté Fébé Hotel, Yaoundé, Cameroon, 22 december 2020

FINAL REPORT

*December 2020*

# Table des matières

[Table des matières 2](#_Toc62028399)

[Liste des acronymes 3](#_Toc62028400)

[Résumé 4](#_Toc62028401)

[Introduction 6](#_Toc62028402)

[1. Ouverture officielle de l’atelier. 7](#_Toc62028403)

[2. Exposés et échanges en plénière 8](#_Toc62028404)

[2.1. Les Exposés 8](#_Toc62028405)

[2.2. Les échanges en plénière 11](#_Toc62028406)

[3. Travaux de groupes, résultats restitués et échanges en plénière 13](#_Toc62028407)

[3.1. Présentation des TDR des travaux de groupe 13](#_Toc62028408)

[3.2. Orientations de politiques et d’Experts quant au choix des priorités 13](#_Toc62028409)

[3.3. Résultats restitués des travaux de groupe 14](#_Toc62028410)

[3.4. Échanges en plénière autour des résultats des travaux de groupe 17](#_Toc62028411)

[4. Cérémonie de clôture de l’atelier 18](#_Toc62028412)

[5. Conclusion 19](#_Toc62028413)

[6. Annexes 19](#_Toc62028414)

[6.1. Résultats des travaux de groupes 20](#_Toc62028415)

[6.2. Liste de Présence à l’atelier 30](#_Toc62028416)

[6.3. Liste des membres des groupes thématique 31](#_Toc62028417)

[6.4. Agenda de l’atelier 33](#_Toc62028418)

[6.5. Mots et discours 34](#_Toc62028419)

[6.6. Exposés à l’atelier 38](#_Toc62028420)

# **Liste des acronymes**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **AEJT-CAM** | : | Association Enfants Jeunes Travailleurs du Cameroun |
| **BIT** | : | Bureau International du Travail |
| **CEDEF** | : | Convention sur l’Elimination de toutes formes de Discrimination à l’Egard des Femmes |
| **CNLTE** | : | Comité National de Lutte contre le Travail des Enfants |
| **ETD/BP** |  | Équipe d’Appui Technique de l’OIT au travail décent et Bureau de pays |
| **INS** | : | Institut National de la Statistique |
| **LUTRENA** | : | Projet sous-Régional de Lutte contre la Traite des Enfants à des fins d’Exploitation de leur travail en Afrique de l’Ouest et du Centre |
| **MINAS** | : | Ministère des Affaires sociales |
| **MINCOM** | : | Ministère du Commerce |
| **MINEFOP** | : | Ministère de l’Emploi et de la Formation Professionnelle |
| **MINJUSTICE** | : | Ministère de la Justice |
| **MINMIDT** | : | Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique |
| **MINREX** | : | Ministère des Relations Extérieures |
| **MINTSS** | : | Ministère du Travail et de la Sécurité sociale |
| **ODD** | : | Objectif de Développement Durable |
| **OIT** | : | Organisation Internationale du Travail |
| **OIM** | : | Organisation Internationale pour les Migrations |
| **PANETEC** | : | Plan D’Action National pour L’Élimination des Pires Formes de  Travail des Enfants au Cameroun |
| **PEDR** | : | Phénomène d’Enfants de la Rue |
| **SNU** | : | Système des Nations Unies |
| **SPM** | : | Services du Premier Ministre |
| **TDR** | : | Termes de Référence |
| **UNICEF** | : | Fonds des Nations Unies pour l’Enfance |
| **WACAP** | : | Programme pour lutter contre le travail dangereux et l’exploitation des enfants par le travail dans le secteur du cacao et de l’agriculture commerciale |

# **Résumé**

Le 22 décembre 2020, s’est tenu dans une salle de conférences de l’hôtel Mont Fébé à Yaoundé, l’atelier stratégique d’identification des actions prioritaires sur la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun, dans le cadre de l’Alliance 8.7. Cet atelier visait à identifier des activités porteuses, prioritaires et réalisables, assorties d’un chronogramme et des budgets réalistes, à court et à moyen terme, à soumettre à l’Alliance 8.7.

L’atelier a été ouvert par Monsieur OWONA Grégoire, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, en présence des Ministres de l’Emploi et de la Formation Professionnelle, de l’Éducation de base et des Affaires sociales et des représentants du Bureau international du Travail (BIT) et du Fonds des Nations Unies pour l’Enfance (UNICEF). A l’occasion, Monsieur D’OVIDIO Francesco, Président de l’Alliance 8.7, a également pris la parole.

Dans leurs propos, **les Représentants du BIT et de l’UNICEF** ont chacun à leur tour félicité l’engagement du Cameroun dans l’initiative « pays pionnier », exalté le partenariat qui s’est construit autour de cette initiative, proposé des orientations pour la suite des travaux et promis l’appui de leurs agences respectives ; **Le président de l’Alliance 8.7** a invité le Cameroun à tirer le meilleur parti de son implication dans cette initiative afin de montrer ses capacités à améliorer fondamentalement la lutte contre le travail des enfants, a promis un suivi rapproché des actions du Cameroun et l’accompagnement technique du BIT et des autres partenaires. Le **Ministre du Travail et de la Sécurité sociale a** rappelé la prise de conscience déjà effective, forte et responsable des pouvoirs publics face à la nécessité d’engager des actions plus dynamiques et efficaces face au phénomène du travail des enfants, proposé des orientations quant au choix des actions prioritaires et invité les participants à produire les résultats attendus d’eux et déclaré « ouvert » les travaux de l’atelier.

L’atelier s’est par la suite embrayé sur les exposés, phase au cours de laquelle la parole a été donnée tout à tour à Monsieur ZUCHOUN Rodrigue Raoul du BIT, Monsieur AWONO ENGOLO Joseph du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale (MINTSS), Madame NGO KENDEG Jacqueline du Ministère des Affaires sociales (MINAS), également membre du Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes et Madame MBOUZIE AHANDA Angélique Épse ABAH du MINTSS pour leurs présentations.

Les thématiques ayant fait l’objet d’exposés portaient respectivement sur les objectifs et l’Agenda de l’atelier, l’ « État des lieux de la lutte contre travail des enfants: bilan, incidence, caractéristiques, plans d'action et cadres politiques nationaux existants », l’ « État des lieux de la lutte contre le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun », les « Objectifs et cadre logique de l’Alliance 8.7 dans la lutte contre le travail des enfants, la traite des personnes et le travail forcé ». Ces présentations ont donné lieu à des échanges et discussions en plénière lesquelles ont permis aux personnes participantes de contribuer pleinement à l’acquisition des connaissances.

La phase des travaux de groupe qui a suivi a permis aux personnes participantes de réfléchir sur les principales thématiques proposées à savoir la thématique « travail des enfants », la thématique « travail forcé » et la thématique « traite des personnes et esclavage moderne ».

Conformément aux résultats de ces travaux de groupe restitués et débattus en plénière, les participants de l’atelier ont fait le choix d’axer les interventions à venir de l’Alliance 8.7 principalement, sur :

* L’éradication des pires formes du travail des enfants, l’éducation de qualité pour tous et la protection sociale pour tous ;
* Une meilleure connaissance de l’ampleur et des dimensions du phénomène du travail forcé au Cameroun ;
* La réduction via une meilleure connaissance de ces fléaux sociaux des risques d’exposition des populations à la traite, à l’esclavage moderne et au trafic, l’amélioration de la qualité de l’offre des services aux personnes victimes de traite et d’esclavage moderne améliorée, l’augmentation du nombre de poursuites en matière de traite et d’esclavage moderne, et la disponibilité des données fiables et en temps réel en matière de traite et d’esclavage moderne.

L’atelier a enfin été clôturé par Madame MBOUZIE AHANDA Angélique Épse ABAH au nom du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale après un mot de Monsieur ZUCHUON Rodrigue représentant le Directeur de l’Équipe d’appui technique de l’OIT au travail décent pour l’Afrique centrale et Bureau de pays pour le Cameroun, Sao Tomé-et-Principe et la Guinée équatoriale (ETD/BP-Yaoundé).

Dans leurs interventions, les deux représentants ont salué la tenue et des résultats de l’atelier et/ou invité les personnes participantes à se rendre disponible pour toute sollicitation ultérieure nécessaire à la finalisation de la note conceptuelle ainsi qu’à être les acteurs/actrices du changement attendu par l’Alliance 8.7, ce en tirant parti des différents mécanismes existants et à venir.

# **Introduction**

Le 22 décembre 2020, s’est tenu dans une salle de conférences de l’hôtel Mont Fébé à Yaoundé, l’atelier stratégique d’identification des actions prioritaires sur la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun, dans le cadre de l’Alliance 8.7. Cet atelier avait pour objectif d’identifier des activités porteuses, prioritaires et réalisables, assorties d’un chronogramme et des budgets réalistes, à court et à moyen terme, à soumettre à l’Alliance 8.7 afin de mutualiser des efforts. De manière spécifique, l’atelier devait servir de cadre pour :

* La présentation des objectifs et le cadre logique de l’Alliance 8.7 dans la lutte contre le travail des enfants, la traite et le travail forcé ;
* La présentation de l’état des lieux de la lutte contre le travail des enfants au Cameroun, en y incluant le bilan des actions effectuées menées depuis la ratification des conventions (nº 138) sur l'âge minimum, 1973, et (nº 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, ainsi que celui de la lutte contre le travail forcé (y compris la traite des personnes), en y incluant le bilan des actions effectuées menées depuis la ratification des conventions (nº 29) sur le travail forcé, 1930, et (nº 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957;
* L’identification des priorités du Cameroun à court et à moyen terme (aux niveaux national et régional) ;
* La définition des actions prioritaires à réaliser au cours des cinq prochaines années ;
* L’identification des rôles et responsabilités respectives des acteurs en matière de lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun ;
* La proposition d’une esquisse de calendrier et une estimation de budget devant servir à la rédaction d’une note conceptuelle et du budget d’une intervention-pilote au Cameroun.

L’atelier conduit suivant une méthodologie purement participative a été ouvert par le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale en présence d’un parterre d’officiels et a réuni une diversité d’acteurs tels des administrations publiques, des partenaires sociaux, des Organisations de la Société Civile, l’Institution nationale pour la promotion et la protection des droits de l’homme et des partenaires au développement. L’atelier a connu plusieurs sessions notamment une session d’ouverture, une session d’exposés et d’échanges, une session de travaux en groupe et une session de clôture. La modération de l’atelier a été principalement menée par la personne Point focal national de l’Alliance 8.7 en collaboration avec le BIT qui assure pour le moment le secrétariat de l’Alliance.

Le présent document est élaboré pour rapporter le déroulement des sessions, les résultats et les conclusions de cet important atelier.

# **Ouverture officielle de l’atelier.**

L’atelier a été ouvert par M. OWONA Joseph, Ministre du Travail et de la Sécurité sociales en présence de ses homologues du Ministère de l’Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), M. TCHIROMA Issa, du Ministère des Affaires sociales (MINAS), Madame NGUENE née KENDECK Pauline Irène, ainsi que des Représentants des Directeurs de l’OIT, Monsieur LASSINA TRAORE et de l’UNICEF, Monsieur AZANDOSSESSI Arsène. Plusieurs médias ont assuré la couverture médiatique de l’atelier[[1]](#footnote-1).

Dans leurs allocutions respectives,

**Monsieur LASSINA TRAORE** a félicité le Cameroun pour sa décision de devenir pays pionnier de l’Alliance 8.7 et retracé l’origine de cette initiative au niveau global tout en montrant les connexions qui existent entre elle et les Objectifs de Développement Durable (ODD). En rappelant l’obligation de faire rapport sur les réalisations concrètes dont seront tenus très prochainement les pays pionniers comme le Cameroun, il a affirmé être confiant de l’effet catalyseur qu’aura cette initiative sur l’ensemble des parties prenantes et la situation de l’enfant à travers notamment un meilleur accès à l’éducation de base, l’extension de l’âge de fin de scolarité obligatoire à 14 ans, la gratuité effective de l’éducation de base, la ventilation par âge et par sexe des données relatives au taux de scolarité et d’achèvement scolaire, l’identification et la protection adéquate des victimes de la traite. Il a promis l’appui et l’accompagnement continus de l’OIT à la partie camerounaise pour une atteinte effective des ODD et singulièrement de la cible 8.7.

**Monsieur AZANDOSSESSI Arsène** a exalté le partenariat ayant conduit à l’organisation de l’atelier stratégique du 22 sur l’identification des actions prioritaires et salué la capacité de cette initiative à réunir autour d’une même table différents partenaires dans une démarche participative et inclusive visant à élaborer des axes d’intervention devant guider une meilleure planification des activités favorables à l’épanouissement des enfants. Il a rappelé que si rien n’était fait, d’ici à 2025, 121 millions d’enfants dans le monde seront en situation de travail, et 52 millions seront assujettis aux travaux dangereux avec toutes les conséquences que cela peut impliquer pour ces derniers. Il a plaidé pour une intervention multisectorielle et un partenariat qui mutualise les efforts et ressources pour l’ancrage de l’Alliance 8.7 et sa concrétisation au Cameroun. Il a exprimé l’engagement de l’UNICEF à œuvrer aux côtés d’autres partenaires pour le succès de l’Alliance 8.7 et les droits des enfants au Cameroun.

**Monsieur OWONA Joseph** a noté pour le faire remarquer que le lancement de l’atelier stratégique sur l’Alliance 8.7 au Cameroun constituait un témoignage incontestable d’une prise de conscience réelle, forte et responsable des pouvoirs publics face à la nécessité d’engager des actions plus dynamiques et efficaces, afin d’enrayer le phénomène du travail des enfants. Tout en saluant la synergie entre différents acteurs autour de la problématique, Il a rappelé que l’éradication du travail des enfants passait par une réponse multisectorielle axée sur un certain nombre d’intérêts tels la recherche et la connaissance de la réalité du terrain, la prévention, la détection et la répression des auteurs et complices, la protection et la réhabilitation socio-éducative des enfants ou réinsertion sociale des victimes et la révision du cadre juridique et institutionnel. En ouvrant les travaux, Il a invité les participants à s’investir pleinement dans les travaux afin de produire les meilleurs résultats et déclarer leur faire confiance au regard de leurs compétences et capacités notamment en ce qui concerne leur maîtrise de la question du travail des enfants que leur habileté à recourir à leur imagination et savoir-faire pour rendre des résultats à la hauteur des espoirs placés en eux.

# **Exposés et échanges en plénière**

Les exposés et les échanges en plénière ont constitué la deuxième grande partie de l’atelier.

## **Les Exposés**

Trois exposés ont meublé les travaux de l’atelier. Le premier exposé sur l’« État des lieux de la lutte contre travail des enfants: bilan, incidence, caractéristiques, plans d'action et cadres politiques nationaux existants » a été présenté par Monsieur AWONO ENGOLO Joseph, Chargé d’Études Assistant n° 1 à la Cellule de la Coopération Technique du MINTSS ; le deuxième exposé sur l’ « état des lieux de la lutte contre le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun » a été l’œuvre de Madame NGO KENDEG Jacqueline, Chef de Service de la Protection Spéciale de l’Enfant au MINAS et membre du Comité Interministériel de Lutte contre la Traite des Personnes; Madame MBOUZIE AHANDA Angélique Épse ABAH, Chef de la Division des Normes et de la Coopération internationale du Travail au MINTSS, a présenté le troisième et dernier exposé sur les « Objectifs et cadre logique de l’Alliance 8.7 dans la lutte contre le travail des enfants, la traite des personnes et le travail forcé ». Mais avant ces principaux exposés de l’atelier, la parole a été donnée à Monsieur ZUCHUON Rodrigue agissant en lieu et place de Madame MEJÍA-CAÑADAS Amanda, Spécialiste des Normes Internationales du Travail et Droit du Travail qui a présenté en préliminaire les objectifs et l’agenda de l’atelier.

Dans leurs présentations respectives :

**Monsieur ZUCHUON Rodrigue** a rapidement présenté le contexte de l’Alliance 8.7 avant de dérouler l’objectif général de l’atelier qu’il a présenté comme devant permettre d’identifier des activités porteuses, prioritaires et réalisables, assorties d’un chronogramme et des budgets réalistes, à court et à moyen terme, à soumettre à l’Alliance 8.7 afin de mutualiser des efforts. Il a poursuivi en présentant les résultats qui étaient attendus au terme de l’atelier, lequel devait être conduit de telle manière que les exposés prévus (notamment sur le travail des enfants, la traite des personnes et l’Alliance 8.7) soient effectivement présentés et que les travaux de groupe programmés soient tenus, avec pour résultats finaux : l’identification des actions prioritaires, l’attribution des rôles et responsabilités aux acteurs pertinents, la proposition d’un projet de calendrier avec estimation budgétaire pour servir de base à la proposition d’une note conceptuelle et du budget pour une intervention-pilote au Cameroun.

Présentant le programme de l’atelier, il a recensé les différentes activités de ce programme sans non moins attirer l’attention des personnes participantes sur la grandeur de la tâche qui était attendue d’eux.

**Monsieur AWONO ENGOLO Joseph,** sur la thématique du travail des enfants, a mis en exergue les généralités sur le travail des enfants ; l’incidence du travail des enfants et les cadres politiques nationaux et les plans d’action.

**Sur le premier point de sa présentation** à savoir les généralités sur le travail des enfants, l’exposant a Expliqué le travail des enfants, les pires formes de travail des enfants et l’âge minimum d’accès à l’emploi à la lumière des conventions n° 182 et n° 138 de l’OIT et de l’arrêté n° 17/MTLS/DEGRE du 27 mai 1969 relatif au travail des enfants. Il a par la suite présenté les données statistiques existantes sur le travail des enfants dans le monde et au Cameroun conformément aux statistiques de l’OIT et de l’Institut National de la Statistique (INS). Selon des dernières, 152 millions d’enfants sont en situation de travail des enfants dans le monde, environ 59 millions en Afrique subsaharienne, 2 441 181 enfants pour une ration de 41% des enfants de 5 à 17 ans, 85,5% des enfants économiquement actifs travaillent dans le secteur agricole -agriculture, pêche et élevage-, contre 8,8% dans le petit commerce, restauration comprise et 5,7% dans d’autres secteurs comme les mines ou le travail domestique. **Sur le deuxième point de sa présentation** portant sur l’incidence du travail des enfants, l’exposant s’est basé sur une étude de l’INS pour identifier les domaines de la vie des enfants en situation qui sont en situation de travail (scolarité et santé). **Sur le troisième point de sa présentation** concernant les Cadres juridiques internationaux et nationaux et plans d’actions nationaux relatif au travail des enfants, l’exposant a présenté les différents instruments juridiques internationaux ratifiés par le Cameroun, les dispositions juridiques internes applicables au travail des enfants, le cadre institutionnel et les actions passées et en cours du Gouvernement contre le travail des enfants.

**Madame NGO KENDEG Jacqueline,** sur la thématique de la traite des personnes, a précisé le sens de certains termes et expressions relatifs à son exposé avant de présenter l’état des lieux puis les perspectives d’actions.

**Sur le premier point de sa présentation,** elle a défini les termes : personnes socialement vulnérables,enfants, trafic d’enfants,traite d’enfants, exploitation d’enfants, violence, et violences basées sur le genre (VBG) avant de dérouler l’état des lieux de la traite au Cameroun qui constituait **le deuxième point de son exposé**. Dans cette partie, elle a présenté l’évolution de la problématique de la traite des personnes au Cameroun, l’impossible disponibilité de données officielles pouvant permettre d’en déterminer l’ampleur en raison de son phénomène rampant, les astuces utilisées par les exploitants pour appâter les enfants et les exploiter sexuellement ou par le travail (éducation et promesse d’une vie meilleure), les catégories de personnes les plus exposées à l’exploitation sexuelle et/ou au travail forcé (enfants sans abri, enfants orphelins, adolescents et jeunes adultes issus de familles économiquement défavorisées, enfants camerounais et étrangers), les types d’activités dans lesquelles ces catégories de personnes sont exploitées, les formes de traite observées sur le terrain (traite interne et traite transfrontalière), les causes du phénomène (crises sécuritaires, coutumes ancestrales, pauvreté, etc.). Elle a aussi présente l’arsenal politique, juridique et administratif existant et œuvrant pour endiguer la traite des personnes au Cameroun ainsi que les actions du MINAS à ce jour, au nombre desquelles figurent la mise en place de la ligne verte (1503) et la lutte contre le Phénomène d’Enfants De la Rue (PEDR). **Sur le troisième point de sa présentation**, l’exposante a présenté les perspectives d’action (prévention, prise en charge et réinsertion) ainsi que les principales difficultés (difficulté de synergie, l’absence de statistiques et les pesanteurs culturelles) rencontrées dans le cadre de la lutte contre le phénomène de la traite.

**Madame MBOUZIE AHANDA Angélique Épse ABAH,** sur la thématique de l’Alliance 8.7 : initiative pays pionnier,a fait une présentation générale de l’alliance 8.7 au niveau mondial avant de montrer en quoi cela représentait une opportunité pour le Cameroun.

**Sur la première partie de sa présentatio**n relative aux généralités sur l’Alliance 8.7, elle a situé l’objectif 8.7 dans le bloc des ODD alors constitué de 17 objectifs et de 169 cibles connexes visant à mettre fin à toute forme de pauvreté dans le monde à l’horizon 2030, présenté le contenu de la cible 8.7 de l’objectif 8 des ODD, défini un ensemble de notions dont l’esclavage moderne, le travail forcé, la traite des êtres humains, le travail des enfants, et les pires formes de travail des enfants. Elle a également présenté les défis de la cible 8.7 de l’ODD 8ainsi que la réponse de l’Alliance 8.7*notamment le partenariat mondial inclusif mis en place entre différents acteurs à l’échelle mondiale* pour lutter contre le travail des enfants, le travail forcé, l’esclavage moderne et la traite des êtres humains, à travers un ensemble de mécanismes dont l’accélération de l’action, la stimulation de l’innovation, la génération et l’échange des connaissances, la mobilisation et l’exploitation des ressources pour atteindre la cible 8.7. Elle a par ailleurs présenté la structuration de l’alliance**,** expliqué pour la bonne compréhension des personnes participantes le sens donné à la notion de « pays pionnier » et présenté les opportunités que représente l’Alliance 8.7 pour les pays pionniers dans leur ensemble. **Dans la deuxième partie de son exposé** qui avait trait à l’Opportunité que l’Alliance 8.7 représente pour le Cameroun, l’exposante s’est attelée à présenter les avantages de cette alliance pour le Cameroun, le dispositif-Cameroun pour la mise en œuvre des activités de l’Alliance, le chronogramme des activités menées et à mener dans le cadre de l’Alliance 8.7 et les mécanismes de financement potentiels des actions à retenir dans le cadre de l’exécution de l’Alliance 8.7 au Cameroun (budget de l’État, appui des partenaires).

Les exposés complets présentés en atelier sont à l’annexe du présent rapport.

## **Les échanges en plénière**

Cette phase de l’atelier a permis aux personnes participantes de poser des questions, d’émettre des commentaires et autres observations sur les contenus délivrés par les exposants sur les différentes thématiques abordées et qui concernaient le travail des enfants, la traite des personnes et l’Alliance 8.7.

Les interventions faites par les personnes participantes visaient à :

* Requérir des clarifications sur laquelle des conventions ci-après (Convention n° 138 de l’OIT, la Convention relative aux droits de l’enfant) s’appliqueraient dans le cas d’un mineur qui accepte un contrat de travail alors qu’il n’a que 14 ans, étant entendu qu’il reste mineur tant qu’il n’a pas atteint l’âge de 18 ans et que son consentement n’a aucune valeur s’il est victime de traite au sens du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (« Protocole de Palerme ») ;
* Se renseigner sur les mesures prévues par le MINTSS pour assurer la formalisation des contrats des enfants vu que la plupart des enfants qui sont dans une relation de travail y sont sans contrat ;
* Informer l’auditoire sur les actions mises en œuvre par certains partenaires pour adresser les fléaux qui affectent les enfants et les personnes, à l’instar de :
  + L’OIM qui a dit être en train d’accompagner l’opérationnalisation d’une ligne verte au Cameroun pour mieux adresser le phénomène de la traite et avoir mené une étude situationnelle sur le phénomène de la traite au Cameroun, laquelle a été butée aux questions de statistiques ;
  + SYNATRAMAC qui a dit créer des synergies d’action entre les associations afin de lutter contre le phénomène du travail domestique affectant les enfants ;
  + L’Association Enfants Jeunes Travailleurs du Cameroun (AEJT-CAM) qui a dit identifier les enfants qui travaillent et les accompagner à quitter progressivement le travail dangereux notamment en facilitant leur accès à une formation adéquate
* Enrichir le point des exposés sur les facteurs de la traite au Cameroun lesquels devraient inclure les réseaux sociaux où nombres d’enfants sont recrutés pour être par la suite livrés à l’exploitation sexuelle et autres formes d’exploitation ;
* Faire remarquer des insuffisances dans les exposés effectués lesquelles auraient pu combler entièrement les attentes des personnes participantes ; de leur nombre ont été citées (i) l’absence d’un état des lieux sur les conventions non ratifiées par le Cameroun, notamment la Convention de l’OIT n° 189, 2011 sur le travail domestique et la Convention 102, 1952 sur la sécurité sociale, ce qui semble freiner la mise en œuvre de certains programmes ; (ii) la non-évocation dans la partie des exposés ayant porté sur les prochaines étapes du cadre légal et règlementaire qui demeurerait moins fourni et qui appelle une attention car un cadre légal non favorable serait néfaste à l’atteinte des objectifs visés par l’atelier ;
* Rappeler que le travail des enfants concerne principalement, sinon exclusivement le secteur informel dont le volet du travail domestique où les enfants sont les plus concernés par le travail et de proposer qu’un accent soit mis sur l’éducation ouvrière et sur la synergie d’action afin d’éviter que les syndicats ne soient des vecteurs du travail des enfants ; aussi que l’âge d’admission à l’emploi soit généralisé dans tous les secteurs ;
* Partager la difficulté qu’il y a à régler la question des enfants qui s’auto-emploient car ils n’ont pas besoin d’un avis ou d’un accord pour ce faire ;
* Convier les personnes participantes lors des travaux de groupe à :
  + S’intéresser aux causes fondamentales du travail des enfants afin de regarder de plus près les aspects sociaux liés à la famille, à l’éducation et au coût de l’éducation du moment où il est établi que les enfants travaillent le font par nécessité pour la plupart des cas,
  + Identifier des réponses pratiques incluant la capacité des familles à choisir d’autres créneaux pour les enfants qui sont parfois obligés d’aller travailler pour vivre.

Sur des questions ayant appelé une réponse de la part des exposants, il a été dit pour être noté que :

* La fixation de l’âge minimum d’accès à l’emploi dans le Code du travail de 1992 tenait compte de plusieurs facteurs tel le facteur de l’éducation obligatoire jusqu’à 14 ans, ainsi que le contexte économique de l’époque afin de permettre à des familles frappées par la crise et dont les enfants avaient terminé leur cycle primaire, de se rendre économiquement viables afin d’aider leurs parents à soutenir l’ensemble de la famille ; et il est espéré que le nouveau Code du travail suive la proposition de porter l’âge minimum d’admission à l’emploi de 14 à 16 ans qui constitue aujourd’hui le seuil pour l’accès des enfants aux travaux dangereux ;
* Il serait intéressant que la révision de la liste des travaux dangereux soit ciblée parmi les actions prioritaires à mener dans le cadre de l’Alliance 8.7 et que pour mieux protéger les enfants contre les formes d’exploitation, que les futurs amendements au Code du travail exigent une formalisation du contrat pour tous les enfants âgés de moins de 18 ans et ayant au moins atteint l’âge minimum d’admission à l’emploi ;
* Le travail des enfants se répertorie beaucoup plus dans le secteur informel et que la réflexion mérite d’être poursuivie pour voir dans quelle mesure la construction d’une synergie d’action entre les différents acteurs de la protection de l’enfant dont les syndicats, pourrait être retenue au nombre des actions prioritaires ;
* La variable de l’enfant qui s’auto-emploie n’est pas clairement abordée dans le code du travail camerounais ; il faudrait en tenir compte comme nouvelle variable pouvant faire l’objet d’une étude au niveau national débouchant sur des suggestions à faire auprès des instances compétentes afin d’éclairer leur prise de décision.

# **Travaux de groupes, résultats restitués et échanges en plénière**

La réalisation de cette partie de l’atelier a requis un ensemble d’activités dont la présentation des TDR des travaux en groupe, la répartition des personnes participantes dans des groupes de travail, et la restitution des résultats des travaux de groupe.

## **Présentation des TDR des travaux de groupe**

Les termes de référence des travaux de groupe ont permis de répartir la trentaine de personnes participantes en trois principaux groupes thématiques à savoir :

* Le groupe thématique 1 sur le Travail des enfants,
* Le groupe thématique 2 sur le Travail forcé, et
* Le groupe thématique 3 sur la Traite des personnes et l’esclavage moderne.

Il était demandé aux groupes une fois réunis de désigner un président et un rapporteur, et, par rapport à leur thématique, dans la durée de quatre-vingt-dix minutes définies pour chacune des deux séquences des travaux de groupe, de :

* Définir des actions prioritaires en termes d’effets, de résultats, et d’interventions ;
* Proposer un projet de calendrier et de budget des actions prioritaires défini à cours et à moyen termes ainsi que les rôles et responsabilités des acteurs ;

## **Orientations de politiques et d’Experts quant au choix des priorités**

Le tableau ci-dessous est présenté pour fournir la synthèse des orientations issues des discours, des exposés et/ou des échanges et discussion en plénière. Ces orientations autant que le PANETEC ont servi de document de travail dans les groupes et pourront aider à affiner la note conceptuelle d’une intervention-pilote au Cameroun.

|  |  |
| --- | --- |
| **N°** | **Orientations issues de discours politiques** |
|  | Effectuer la recherche en vue d’une meilleure connaissance de la réalité sur le terrain |
|  | Développer des mécanismes de prévention de la traite tant à des fins d’exploitation sexuelle que d’exploitation au travail |
|  | Détecter et réprimer les auteurs ou complices |
|  | Identifier, protéger et réhabiliter sur le plan social et éducatif les enfants ou réinsérer socialement les victimes |
|  | Réviser le cadre juridique et institutionnel |
|  | Améliorer l’accès des enfants à l’éducation de base |
|  | Améliorer le fonctionnement du système éducatif et rendre effectif la gratuité de l’éducation de base |
|  | Ventiler les données relatives aux taux de scolarité et d’achèvement scolaire par âge et par sexe |
|  | Renforcer les capacités des organes chargés de l’application de la loi (police, inspection du travail, ministère public et juges) /institutions |
|  | Renforcer le système de protection de l’enfant pour la prise en charge des enfants victimes d’exploitation économique ou d’enrôlement dans les groupes armés |
|  | Réaliser des sensibilisations tous azimuts sur l’impact négatif des fléaux |
|  | **Orientations issues des exposés/échanges en plénière** |
|  | Envisager une action qui aiderait à régler la question de l’enfant qui s’auto-emploie et qui apparait comme une variable nouvelle non-prévue par le cadre juridique (une étude par exemple) |
|  | Envisager une action pouvant conduire à rendre obligatoire la formalisation des contrats des enfants mineurs de 18 ans |
|  | Envisager une action sur la révision de la liste des travaux dangereux |
|  | Envisager une action synergique qui permettrait d’étendre l’utilisation du numéro Vert (1503) prévu pour dénoncer et référer les victimes de traite et de trafic des personnes, aux cas de travail des enfants et de travail forcé |

## **Résultats restitués des travaux de groupe**

Sous la conduite de leurs présidents respectifs, les groupes se sont réunis et les réflexions et discussions menées en leur sein ont permis de produire des axes stratégiques, effets et interventions prioritaires de l’Alliance 8.7 au Cameroun. En résumé, nous notons que :

* Le groupe 1 sur le travail des enfants a proposé trois effets à atteindre, à savoir l’éradication des pires formes du travail des enfants, l’éducation de qualité pour tous et enfin la protection sociale pour tous ;
* Le groupe 2 sur le travail forcé a proposé un effet à atteindre qui portent sur une meilleure connaissance de l’ampleur et les dimensions phénomène du travail forcé au Cameroun ;
* Le Groupe 3 sur la traite des personnes et l’esclavage moderne a proposé quatre axes stratégiques et des effets y relatifs sur la prévention de la traite et esclavage moderne, sur la protection et la prise en charge des victimes, sur la répression des auteurs de traite des personnes et esclavage moderne et enfin sur la production de données statistiques.

Les interventions suggérées dans les groupes comme une suite logique des axes stratégiques et des effets sont portées dans le tableau ci-dessous. Ces interventions ont été planifiées pour être mise en œuvre sur une durée maximale de cinq ans.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Travaux de groupe 1** | | |
| **Axe stratégique 1 : Lutte contre le travail des enfants** | | |
| **Effet 1.1.**Éradication des pires formes du travail des enfants | **Effet 1.2.** Assurer une éducation de qualité pour tous | **Effet 1.3.** Garantir une protection sociale à tous |
| **Interventions :** | | |
| Révision du cadre juridique ;  Révision de la liste des travaux dangereux ;  Ratification des instruments juridiques internationaux notamment la convention (nº 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et la convention (nº 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011 ;  Contribuer à la consolidation de l’avant-projet du Code de Protection de l’Enfant en cours d’élaboration en intégrant les préoccupations du travail des enfants | Mettre en place des programmes d’assistance alimentaire aux familles et communautés vulnérables  Mettre en place des programmes destinés à encourager la scolarisation de la jeune fille  Appui à l’établissement des actes de naissance aux enfants en âge scolaire  Faciliter l’accès des enfants en situation de travail dans les différents centres de formation professionnels  Retirer les enfants des activités dangereuses (minières et des carrières etc.) | Commettre des études/enquêtes nationales sur les différentes types/catégories de travail des enfants  Élaboration d’une cartographie sur le travail des enfants  Organisation des campagnes de sensibilisation et d’information sur le travail des enfants  Vulgarisation des conventions de l’OIT et autres instruments ratifiées par le Cameroun auprès des acteurs impliqués dans la lutte contre le travail des enfants  Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la lutte contre le travail des enfants  L’organisation et l’accompagnement des acteurs/cibles du travail des enfants |

|  |  |
| --- | --- |
| **Travaux de groupe 2** | |
| **Axe stratégique 1 : Travail forcé** | |
| **Effet 1.1.** | **Interventions-clés** |
| L’ampleur et les dimensions phénomène du travail forcé au Cameroun sont mieux connues | * + 1. Élaboration et diffusion du rapport national diagnostique sur le travail forcé     2. Renforcement des capacités des acteurs et des intervenants de la chaine de lutte contre le travail force     3. Prise en charge holistique des victimes     4. Sensibilisation et conscientisation de la communauté     5. Mise en place d’un système d’information et de remontée des données |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Travaux de groupe 3** | | | |
| **Axes stratégiques : Traite des êtres humains** | | | |
| **1 : Prévention de la traite et esclavage moderne** | **2 : Protection et prise en charge des victimes** | **3 : Répression des auteurs de traite des personnes et esclavage moderne** | **4 : Production des données statistiques** |
| **Effet 1.1.** Réduire les risques d’exposition des populations à la traite et à esclavage moderne au trafic par une meilleure connaissance de ces fléaux sociaux | **Effet 2.1.** Améliorer la qualité de l’offre des services aux personnes victimes de traite et d’esclavage moderne | **Effet 3.1.** Accroitre le nombre de poursuites en matière de traite et esclavage moderne | **Effet 4.1.** Disposer des données fiables et en temps réel en matière de traite et d’esclavage moderne |
| **Interventions :** | | | |
| Organisation des campagnes de sensibilisation en direction des populations  Renforcement des capacités des acteurs publics et privés impliqués dans la lutte contre la traite des personnes et l’esclavage moderne | Opérationnalisation de la ligne verte  Construction des centres d’accueil et de transit  Révision de la loi de 2011 sur la traite et le trafic des personnes, avec une attention sur la protection des victimes  Réinsertion sociale | Révision du dispositif juridique en matière de traite et d’esclavage moderne (loi de 2011 et dispositions du Code pénal en la matière  Formations des acteurs de la chaine de répression (OPJ, Magistrats). | Définition de indicateurs clés et outils de collecte des données  Analyse et exploitation des données |

Les matrices complètes contenant les informations sur les indicateurs, les responsables des interventions et les délais sont portés à l’annexe du rapport.

## **Échanges en plénière autour des résultats des travaux de groupe**

Bien que le temps n’ait pas permis aux différents groupes de combler dans son entièreté le travail qui était attendu, les points sur lesquels ils ont pu travailler ont fait l’objet d’une restitution, ce qui a par la suite donné lieu à des échanges en plénière. Les commentaires et suggestions d’amélioration émis après restitution des résultats des travaux de groupe sont notés ci-dessous sous forme de synthèse :

**Sur le résultat des travaux du Groupe 1 :** Travail des enfants

* Prévoir une action sur la ligne verte afin d’amplifier la dénonciation des cas de travail des enfants ;
* Rajouter l’INS comme acteur en premier responsable de l’action sur l’annuaire statistique national et à ses côtés, l’Observatoire National du Travail ;
* Spécifier les administrations en lieu et place de « Gouvernement » qui est trop englobant ;
* Rajouter le parlement parmi les acteurs des actions ;

**Sur le résultat des travaux du groupe 2 :** Travail forcé

* Revoir l’indicateur prévu pour mesurer l’action sur la prise en charge holistique car l’indicateur ne cadre pas avec l’action ;
* Prévoir des actions de prévention comme complément aux actions de sensibilisation pour en faire un tout cohérent et améliorer l’efficacité des résultats visés ;

**Sur le résultat des travaux du Groupe 3 :** Traite des personnes et esclavage moderne ;

* Repositionner l’action sur les enquêtes prévue dans le tableau en la faisant apparaître plutôt comme un axe stratégique ou reformuler cette action pour parler plutôt de mise sur pied d’un système de collecte d’information et de remontée des données sur les enfants victimes de traite ;

**Sur les trois résultats des travaux de Groupe**

Parmi les actions identifiées, les actions à effet immédiat sont celles qui seront priorisées et soumises aux partenaires de l’Alliance, les autres actions continueront d’être mises en œuvre dans le cadre des CDMT ou des programmes à venir des départements ministériels.

Ces commentaires et remarques seront pris en compte dans la note conceptuelle à élaborer pour la mise en œuvre de l’action prioritaire.

# **Cérémonie de clôture de l’atelier**

La phase de clôture de l’atelier a été effectuée par Madame ABAH Angélique au nom du Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale en présence de Monsieur ZUCHUON Rodrigue représentant pour la circonstance, le Directeur de l’ETD/BP-Yaoundé.

Dans leurs allocutions :

**Monsieur ZUCHUON** Rodrigue Raoul a, au nom du Directeur de l’ETD/BP-Yaoundé, Monsieur MURANGIRA François, remercié les participants pour le résultat auquel l’on est parvenu. Il a félicité l’engagement des uns et des autres, a salué le leadership du MINTSS qui a porté l’activité. Il a dit croire que la mise en œuvre des actions définies améliorera le sort de millions d’enfants victimes du travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne. Il a invité les acteurs à privilégier la synergique dans la mise en œuvre des actions qui s’aligne aux niveaux micro, méso et macroscopique. Il a souhaité que la réflexion se poursuive après l‘atelier pour prévoir les niveaux de priorités et a souhaité que l’activité sur la ligne verte face partie de ces actions prioritaires.

**Madame ABAH Angélique** a remercié les personnes participantes pour leur implication et la détermination dont elles ont su faire montre. Elle a invité les uns et les autres à s’impliquer véritablement dans la suite du processus. Elle a déclaré vouloir voir dans quelle mesure assurer la continuité des acteurs et avec l’appui de partenaires comme le BIT, si possible, renforcer les capacités des acteurs et leur transmettre les leçons apprises au cours d’ateliers internationaux auxquels elle a participé pour le compte du Cameroun. Elle a rappelé que la mise en œuvre des actions contre les fléaux qui affectent les enfants et les personnes peut passer par différents mécanismes dont les ressources intérieures, le secteur privé qui peut par exemple assurer la prise en charge la mise en œuvre de la ligne verte qui est apparue au terme de l’atelier comme une priorité des priorités et qui peut booster la lutte contre les différents fléaux. Elle a souhaité que chaque personne participante soit un acteur actif des actions de l’Alliance 8.7 déjà en partant de son milieu familial, une fois que celles-ci commenceront à être mises en œuvre. Pour finir, elle a déclaré clos, au nom du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, l’atelier stratégique d’identification des actions prioritaires sur la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne dans le cadre de l’Alliance 8.7.

# **Conclusion**

L’atelier stratégique d’identification des actions prioritaires sur la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun, dans le cadre de l’Alliance 8.7, prévu en date du 22 décembre 2020 s’est effectivement tenu à l’hôtel Mont-Fébé de Yaoundé. Ouvert par le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale en présence des Ministres de l’Éducation, de l’Emploi et de la Sécurité sociale ainsi que des Représentants pays du BIT et de l’Unicef, l’atelier a connu la participation d’une trentaine de représentants des administrations publiques, de partenaires sociaux, d’ONG nationales et internationales, d’organisme indépendant et d’agences du Système des Nations Unies (SNU). Il était attendu au terme de cet atelier les résultats ci- après :

* Les objectifs et le cadre logique de l’Alliance 8.7 sont présentés ;
* Un état des lieux de la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé et la traite des personnes au Cameroun, incluant le bilan des actions menées au niveau national est dressé ;
* Les actions prioritaires à réaliser à court et à moyen termes sont identifiées ;
* Les rôles et responsabilités respectives des acteurs en matière de lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne sont assignés ;
* Un projet de calendrier et une estimation de budget devant servir à rédiger la note conceptuelle et du budget d’une intervention-pilote au Cameroun sont proposés.

Hormis l’estimation budgétaire que le temps n’a pas permis de couvrir et la planification que certains groupes n’ont pas effectuée, les résultats attendus au terme de l’atelier ont été atteints.

# **Annexes**

## **Résultats des travaux de groupes**

**Résultats des travaux du groupe 1**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axe stratégique 1 : Lutte contre le travail des enfants** | | | | | | | | | | | |
| **Effet /Objectif (changement attendu) 1.1** :  Éradication des pires formes du travail des enfants | **Indicateurs, référence, cible** | **Moyen de vérification** | **Risq. Et hypo** | **Administrations concernées** | **Rôles et responsa-bilités** | **Budget** | | | | |
| Taux d’enfants concernés par le travail ;  Taux d’activité exercé par les enfants de 5 à 14 ans | Rapports de recensement d’enquêtes ou d’études  Rapport d’étude spécifique sur les Pires Formes de Travail des Enfants |  | Gouvernement ; OE ; OT ; OSC ; Partenaires financiers | **MINTSS (Chef de fil)** | **A1** | **A2** | **A3** | **A4** | **A5** |
| **Intervention clé 1.1.1** : Révision du cadre juridique | Nombre de textes, lois promulgués | Document promulgué |  | Gouvernement ;  Gouvernement ; OE ; OT ; OSC ; Partenaires financiers | MINJUSTICE (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 1.1.2** : Révision de la liste des travaux dangereux | Liste des travaux dangereux actualisé | Texte réglementaire signé |  | Gouvernement ; OE ; OT ; OSC ; Partenaires financiers | MINTSS (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 1.1.3** : Ratification des instruments juridiques internationaux notamment la C102 et la C189 de l’OIT | Décrets portant promulgation des conventions | Loi de ratification et promulgation |  | Gouvernement ;  Parlement ;  OE ; OT ; OSC ;  Partenaires financiers | MINTSS (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 1.1.4** : Contribuer à la consolidation de l’avant-projet du Code de Protection de l’Enfant en cours d’élaboration en intégrant les préoccupations du travail des enfants | Prise en compte des dispositions portant sur le travail dans l’avant-projet du Code de Protection de l’Enfant | Texte de loi adopté |  | Gouvernement ;  Parlement ;  OE ; OT ; OSC ;  CAM-CRIN  Partenaires financiers | MINJUSTICE (Chef de fil) |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effet (changement attendu) 2.1** :  Assurer une éducation de qualité pour tous | **Indicateurs, référence, cible** | **Moyen de vérification** | **Risq. Et Hypo.** | **Administrations concernées** | **Rôles et responsabilités** | **Budget** | | | | |
|  |  |  |  |  | **A1** | **A2** | **A3** | **A4** | **A5** |
| **Intervention clé 2.1.1.** : Mettre en place des programmes d’assistance alimentaire aux familles et communautés vulnérables | Nombre d’écoles et d’enfants ciblés par les programmes | Listes des écoles et nombres d’enfants couverts par les programmes |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINEDUB (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 2.1.2.** : Mettre en place des programmes destinés à encourager la scolarisation de la jeune fille | Nombre, spécificités et perspective des programmes concernés | Nombre de jeunes filles ramenées ou maintenues à l’école, par localité et par programme |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINEDUB (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 2.1.3.** : Appui à l’établissement des actes de naissance aux enfants en âge scolaire | Taux d’établissement d’actes de naissance | Nombre d’actes de naissance établis |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINDDEVEL (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 2.1.4.** Faciliter l’accès des enfants en situation de travail dans les différents centres de formation professionnels | Nombre d’enfants en situation de travail formés par les centres de formation professionnelle | Attestations de fin de formation délivrées, diplômes ou titres de qualification professionnelle |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINEFOP ;  MINJEC ;  MINPROFF ;  MINAS ;  MINADER |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 2.1.5.**  Retirer les enfants des activités dangereuses (minières et des carrières etc.) | Nombre d’enfants retirés | Rapports d’examen et PV |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINMIDT (Chef de fil) |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effet (changement attendu) 3.1** : Garantir une protection sociale à tous | **Indicateurs, référence, cible** | **Moyen de vérification** | **Risq. et hypo** | **Administrations concernées** | **Rôles et responsabilités** | **Budget** | | | | |
|  |  |  |  |  | **A1** | **A2** | **A3** | **A4** | **A5** |
| **Intervention clé 3.1.1.** : Commettre des études/enquêtes nationales sur les différentes types/catégories de travail des enfants | Nombre d’études/ enquêtes réalisées | Rapports d’études |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINTSS (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 3.1.2.** : Elaboration d’une cartographie sur le travail des enfants | Identification des types de travail des enfants | Cartographie disponible |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINTSS (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 3.1.3.** : Organisation des campagnes de sensibilisation et d’information sur le travail des enfants | Nombre de campagnes organisées | Rapports de campagne disponible |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINTSS (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 3.1.4.** : Vulgarisation des conventions de l’OIT et autres instruments ratifiées par le Cameroun auprès des acteurs impliqués dans la lutte contre le travail des enfants | Nombre d’activités de vulgarisation organisées ; | Rapports de vulgarisation disponibles |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINTSS 5Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 3.1.5.**  Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la lutte contre le travail des enfants | Nombres d’intervenants formés | Rapport de formation |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINTSS (Chef de fil) |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 3.1.6.**  L’organisation et l’accompagnement des acteurs/cibles du travail des enfants | Nombres de structures organisées ou accompagnées | Rapport d’activités disponibles |  | Gouvernement ;  OT ; OE ;  OSC ;  Partenaires financiers | MINTSS (Chef de fil) |  |  |  |  |  |

**Résultats des travaux du groupe 2**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axe stratégique 1** : **Travail forcé** | | | | | | | | | | | |
| **Effet /objectif (changement attendu) 1.1** :  L’ampleur et les dimensions phénomène du travail forcé au Cameroun sont mieux connus |  | **Indicateurs, référence, cible** | **Moyen de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Administrations concernées** | **Rôles et responsabilités** | **Budget** | | | | |
| **Intervention clé 1.1.1** :  Elaboration et diffusion du rapport national diagnostique sur le travail forcé | 1. rapport national sur l’état des lieux du travail force | Le rapport disponible | \*Cerner totalement le phénomène dans notre contexte ;  Les contraintes financières ;  \*Insuffisance de synergie des administrations ou structures concernées  \*Contraintes Covid 19  \*Faible adhésion des acteurs communautaires | MINTSS (Lead)  MINAS  MINDVEL  CTD ; CUVC  OSC  Partenaires Sociaux  MINPROFF  DGSN  MINADER  MINAT  MINSJUSTICE | MINTSS (Lead)  Les a autres les partenaires de mise en œuvre | **A1**  x | **A2**  x | **A3** | **A4** | **A5** |
| **Intervention clé 1.1.2** :  Renforcement des capacités des acteurs et des intervenants de la chaine de lutte contre le travail force | \* nombre d’acteurs et de leaders communautaires identifiés \*Nombres d’acteurs formés ;  \*Nombre de structures fonctionnelles, y compris au niveau de la société civile | \*Rapports des sessions de renforcement des capacités ;  Actes de \*création des structures ;  \*Rapports d’activités des structures | \*Indisponibilité des ressources ;  \*Contraintes Covid 19 ;  \*Manque d’adhésion des communautés | MINTSS (Lead)  MINAS  MINDVEL  CTD ; CUVC  OSC  Partenaires Sociaux  MINPROFF  DGSN  MINADER  MINAT  MINSJUSTICE | MINTSS (Lead)  Les a autres les partenaires de mise en œuvre |  | x |  |  |  |
| **Intervention clé 1.1.3**:  Prise en charge holistique des victimes | \*Nombre de victimes qui ont reçu une prise en charge psychosociale  \* Nombre de victimes sorties des filières de travail forcé  \*Nombre de victimes qui bénéficient d’une formation professionnelle ;  Nombre de victimes réinsérées socialement.  \*nombre d’auteurs et de complices dénoncés ou référés aux autorités. | Registres  Rapports d’activités  Rapports d’évaluation | \*Insuffisance des ressources ;  \*Faible adhésion des communautés ;  \*Réponse inadéquate/inadaptée aux besoins des victimes et du contexte. | MINTSS (Lead)  MINAS  MINDVEL  CTD  CUVC  OSC  Partenaires Sociaux  MINPROFF  DGSN  MINADER  MINAT  MINSJUSTICE | MINTSS (Lead)  Les a autres les partenaires de mise en œuvre |  |  | x | x | x |
|  | **Intervention clé 1.1.4**:  Sensibilisation et conscientisation de la communauté | \*nombre de campagnes de sensibilisation organisées  \*nombre de supports de sensibilisation produits et distribuées ;  Nombre de personnes participant aux campagnes de sensibilisation | Rapports de sensibilisation ;  Fiches de présences | \*Insuffisance des ressources ;  \*Faible adhésion des communautés ;  \*Méthodes de sensibilisation inadéquate/inadaptée aux communautés | MINTSS (Lead)  MINAS  MINDVEL  CTD  CUVC  OSC  Partenaires Sociaux  MINPROFF  DGSN  MINADER  MINAT  MINSJUSTICE | MINTSS (Lead)  Les a autres les partenaires de mise en œuvre | x | x | x | x | x |
|  | **Intervention clé 1.1.5**:  Mise en place d’un système d’information et de remontée des données | \*nombre des call centers régionaux  \* nombre de bases de données régionales mises en place | Call centers | \*Faible ou mauvaise connaissance de l’existence par les populations  \*Faible accessibilité des victimes  \*Difficultés techniques et fonctionnelles | MINTSS (Lead)  MINAS  MINDVEL  CTD, CUVC  OSC  Partenaires Sociaux  MINPROFF  DGSN  MINADER  MINAT  MINSJUSTICE  MINPOSTEL | MINTSS (Lead)  Les a autres les partenaires de mise en œuvre |  | X | X | X | X |

**Résultats des travaux du groupe 3**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axe stratégique 1 : prévention de la traite et esclavage moderne** | | | | | | | | | | |
| **Effet /Objectif (changement attendu) 1.1** :  **Réduire les risques d’exposition des populations à la traite et à esclavage moderne au trafic par une meilleure connaissance de ces fléaux sociaux** | **Indicateurs, référence, cible** | **Moyen de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Administrations concernées** | **Rôles et responsabilités** | **Budget** | | | | |
| Nombre de :   * Personnes socialement vulnérables * Employeurs * Parents * Enfants * Communautés | * Rapport * Publications médiatiques * Support de communication * Fiches de présence (outils de collecte des données ; * Base de données |  | MINAS  SED  MINTSS  MINPROF  MINJUSTICE  MINSANTE  MINTOUL  CNDHL  MINDEVEL  MINCOM  MINJEC  OI  OSC |  | **A1** | **A2** | **A3** | **A4** | **A5** |
| **Intervention clé 1.1.1** :  Organisation des campagnes de sensibilisation en direction des populations | Idem | Idem |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 1.1.2** :  Renforcement des capacités des acteurs publics et privés impliqués dans la lutte contre la traite des personnes et l’esclavage moderne | * Nombre de personnes formées | Idem |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axe stratégique 2 : Protection et prise en charge des victimes** | | | | | | | | | | |
| **Effet (changement attendu) 2.1** :  **Améliorer la qualité de l’offre des services aux personnes victimes de traite et d’esclavage moderne** | **Indicateurs, référence, cible** | **Moyen de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Administrations concernées** | **Rôles et responsabilités** | **Budget** | | | | |
| * Nombre de cas identifiés ; * Nombre de cas traités |  |  | MINAS  SED  MINTSS  MINPROF  MINJUSTICE  MINSANTE  MINTOUL  CNDHL  MINDEVEL  MINCOM  MINJEC  OI ; OSC |  | **A1** | **A2** | **A3** | **A4** | **A5** |
| **Intervention clé 2.1.1**:  Opérationnalisation de la ligne verte | * Nombre de personnes formées * Nombre d’appels reçus * Nombre de cas référés * Nombre de régions couvertes par la ligne verte | * Rapport des cessions de formations ; * Un numéro attribué ; * Rapport d’appels et de référencement des utilisateurs de la ligne verte |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 2.1.2** :  Construction des centres d’accueil et de transit |  | * Etude de faisabilité * Source de financement |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 2.1.3** :  Révision de la  Loi de 2011 sur la traite et le trafic des personnes, avec une attention sur la protection des victimes |  | * Travaux préparatoires et soumission des projets de textes révisés |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 2.1.4**:  Réinsertion sociale | * Nombre de personnes accompagnées dans les projets de vie ; * Nombre de personnes appuyées en AGR ; * Nombre de personnes réinsérées |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axe stratégique 3 : Répression des auteurs de traite des personnes et esclavage moderne** | | | | | | | | | | |
| **Effet (changement attendu) 3.1** :  **Accroitre le nombre de poursuites en matière de traite et esclavage moderne** | **Indicateurs, référence, cible** | **Moyen de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Administrations concernées** | **Rôles et responsabilités** | **Budget** | | | | |
| * Nombre de cas poursuivis ; * Nombre de personnes condamnées ; * Nombre de victimes ayant reçu un dédommagement | * Jugements rendus |  | MINJUSTICE  SED  MINTSS  DGSN |  | **A1** | **A2** | **A3** | **A4** | **A5** |
| **Intervention clé 3.1.1.** :  Révision du dispositif juridique en matière de traite et d’esclavage moderne (loi de 2011 et dispositions du Code pénal en la matière |  | Travaux préparatoires et soumission des projets de textes révisés |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 3.1.2.** :  Formations des acteurs de la chaine de répression (OPJ, Magistrats). | * Nombre d’acteurs formés | * Rapport d’atelier de réalisés |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axe stratégique 4** : **Production des données statistiques** | | | | | | | | | | |
| **Effet (changement attendu)**  **3.1** : **Disposer des données fiables et en temps réel en matière de traite et d’esclavage moderne** | **Indicateurs, référence, cible** | **Moyen de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Administrations concernées** | **Rôles et responsabilités** | **Budget** | | | | |
|  | * Annuaire statistique ; |  |  |  | **A1** | **A2** | **A3** | **A4** | **A5** |
| **Intervention clé 3.1.1.** :  Définition de indicateurs clés et outils de collecte des données | * Nombre de personnes formées ; * Qualité des données ; | * Les rapports ; |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Intervention clé 3.1.2.** :  Analyse et exploitation des données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

## **Liste de Présence à l’atelier**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Nom(s) et Prénom(s)** | **Organisation/ Institution** | **Téléphone** | **Email** |
|  | ELOMO SILVERE | PF/SYNDUSTRICAM | 675 314 513 | [esilvere2001@yahoo.fr](mailto:esilvere2001@yahoo.fr) |
|  | AWONO ENGOLO JOSEPH | CEM/CCT/MINTSS | 675 037 653 | [JRAWOELO@yahoo.fr](mailto:JRAWOELO@yahoo.fr) |
|  | MBENG NEIL MARIE N | Coordonnateur AEJT-CAM | 695 014 082 | [mbengneilmarienoel@gmail.com](mailto:mbengneilmarienoel@gmail.com) |
|  | ENGOLO GORGES ARMAND | CA/DEPCO/MINMIDT | 674 067 053 | [engoges@yahoo.fr](mailto:engoges@yahoo.fr) |
|  | ADARAYEL YOUSSOUFA | AF/MINEDUB | 696 825 233 | [adygeorg@yahoo.fr](mailto:adygeorg@yahoo.fr) |
|  | MFOMBANG YOLANDE | ASSEJA | 698 102 049 | [assejacmr@yahoo.fr](mailto:assejacmr@yahoo.fr) |
|  | ENAMA JEAN BERTRAND | Président CAM-CRIN | 675 345612 | [enamaleon@yahoo.fr](mailto:enamaleon@yahoo.fr) |
|  | BANDOLO KPAMA EPSE EDANGA | CSTC | 699 930 988 | [Chantal.kpama@yahoo.fr](mailto:Chantal.kpama@yahoo.fr) |
|  | MBARGA FRANC GAEL | Chef de service des agréments/MINEFOP/DRMO | 695 418 321  678 187 698 | [Mbargagael16@gmail.com](mailto:Mbargagael16@gmail.com) |
|  | ENEME CHANTAL MBOLE SEBOT | SELOJ/MINEJEC | 698 953 499 | [chantalmboleleduvapj@gmail.com](mailto:chantalmboleleduvapj@gmail.com) |
|  | ABAH NEE MBOUZIE AHANDA ANGELIQUE | MINTSS | 699 75 60 77 | [angeabah@gmail.com](mailto:angeabah@gmail.com) |
|  | NLEME GEORGES GUY | SCPPL/Plan International | 677 68 96 99 | [guy.Nleme@plan-international.org](mailto:guy.Nleme@plan-international.org) |
|  | NDO MBELLE JEAN-THEOPHILE | PDM/Sos Villages d’enfants Cameroun | 675 14 83 94 | [jeantheophile.ndo@sos.Cameroun.org](mailto:jeantheophile.ndo@sos.Cameroun.org) |
|  | MBANGONO EMMANUEL | SDCOPCID/MTNCOM | 699 550 954 | [mbangonoe@yahoo.fr](mailto:mbangonoe@yahoo.fr) |
|  | BATOUM CLAIRE | MINTSS | 699 077 749 | [clairebatoum2014@gmail.com](mailto:clairebatoum2014@gmail.com) |
|  | NYEBEL JEAN BAPTISTE | SDPPDE/ NINPROFF | 677 135 908 | [jbnyebel@gmail.com](mailto:jbnyebel@gmail.com) |
|  | MENGUE MENA MARIE LOUISE | MINADER | 699 778 851 | [menguemenam@gmail.com](mailto:menguemenam@gmail.com) |
|  | NGO BASS CHRISTINE | Présidente nationale SYNATRAMAC | 696 661 719 | [christinebass3@gmail.com](mailto:christinebass3@gmail.com) |
|  | NYAM AH*OLA DJIBRINA* | CE/GICAM | 698 800 164 | [nyamaholadal@yahoo.com](mailto:nyamaholadal@yahoo.com) |
|  | NGO KENDEG JACQUELINE | C/SPSE - MINAS | 675 504 917 | [jhkendega@gmail.](mailto:jhkendega@gmail.fr)com |
|  | BOUOPDI NANA ADJANIE | CDPS/MINSANTE | 690 604 737 | [adjanienana4@gmail.com](mailto:adjanienana4@gmail.com) |
|  | ETOUNDI NOAH MEKONGO | Cadre/CAB/PDT/CNDHL | 698 504 811 | [Etoundinoahmekong@eyahoo.fr](mailto:Etoundinoahmekong@eyahoo.fr) |
|  | YANGONE JEAN MARC | UGTC | 677 116 817 | [ugtc\_es@vyahoo.fr](mailto:ugtc_es@vyahoo.fr) |
|  | ATABONG ANGELINA | MINJUSTICE  Sub-Director of International Cooperation | 674 817 628 | [angelatabong@yahoo.com](mailto:angelatabong@yahoo.com) |
|  | ABOUGA PARFAIT | C/COT/MINTSS | 677 712 079 | [abouga70@yahoo.fr](mailto:abouga70@yahoo.fr) |
|  | BOUBAKARI OUMAROU | Chef de cellule/DGSN | 677 567979 | [boubakarioumarou@yahoo.fr](mailto:boubakarioumarou@yahoo.fr) |
|  | WONDIEM CHISTINE | SED | 677 771 263 | [kwondiem@yahoo.fr](mailto:kwondiem@yahoo.fr) |
|  | EPIE DESHANEL | UNHCR | 699 711 215 | [epie@unhcr.org](mailto:epie@unhcr.org) |
|  | ASSOGO GEORGETTE | MINTOUL | 677 341 802 | [georgettemadeleine@yahoo.fr](mailto:georgettemadeleine@yahoo.fr) |
|  | TATIANA LOBE | OIM |  | [tflobe@iom.int](mailto:tflobe@iom.int) |
|  | MAYANG ALEXIS | UNICEF  Spécialiste de la protection de l’enfance | 677813918 | [malexis@unicef.org](mailto:malexis@unicef.org) |
|  | MVOUA ESTELLE | CA/MINTSS | 678300766 |  |
|  | NGOPAICHIA EMACULATE | MINTSS | 676448954 | [tiembehemaculate@gmail.com](mailto:tiembehemaculate@gmail.com) |
|  | WONDIEM CHRISTINE | SED | 677771263 | [kwondiem@yahoo.fr](mailto:kwondiem@yahoo.fr) |
|  | JAMILATOU ALI | MINTSS | 656370724 |  |
|  | ZUCHUON RODRIGUE RAOUL | Spécialiste Entreprises/ BIT - Yaoundé | 671681477 | [zuchuon@ilo.org](mailto:zuchuon@ilo.org) |
|  | BOUOPDA GUECHOU SERGE | Consultant | 696486848 | [sergebouopda@gmail.com](mailto:sergebouopda@gmail.com) |

## **Liste des membres des groupes thématique**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupe thématique Travail des enfants** | | | | |
| **N°** | **Nom(s) et Prénom(s)** | **Organisation/ Institution** | **Telephone** | **Email** |
|  | ELOMO SILVÈRE | PF/Syndustricam | 675 314 513 | [esilvere2001@yahoo.fr](mailto:esilvere2001@yahoo.fr) |
|  | AWONO ENGOLO JOSEPH | MINTSS | 675 037 653 | [JRAWOELO@yahoo.fr](mailto:JRAWOELO@yahoo.fr) |
|  | MBENG NEIL MARIE N | AEJT-CAM | 695 014 082 | [mbengneilmarienoel@gmail.com](mailto:mbengneilmarienoel@gmail.com) |
|  | ENGOLO GORGES ARMAND | MINMIDT | 674 067 053 | [engoges@yahoo.fr](mailto:engoges@yahoo.fr) |
|  | ADARAYEL YOUSSOUFA | MINEDUB | 696 825 233 | [adygeorg@yahoo.fr](mailto:adygeorg@yahoo.fr) |
|  | MFOMBANG YOLANDE | ASSEJA | 698 102 049 | [assejacmr@yahoo.fr](mailto:assejacmr@yahoo.fr) |
|  | ENAMA JEAN BERTRAND | CAR-CRN | 675 345612 | [enamaleon@yahoo.fr](mailto:enamaleon@yahoo.fr) |
|  | BANDOLO KPAMA EPSE EDANGA | CSTC | 699 930 988 | [Chantal.kpama@yahoo.fr](mailto:Chantal.kpama@yahoo.fr) |
|  | MBARGA FRANC GAEL | Chef de service des agréments/MINEFOP/DRMO | 695 418 321  678 187 698 | [Mbargagael16@gmail.com](mailto:Mbargagael16@gmail.com) |
|  | ENEME CHANTAL MBOLE EPSE MEKONGHO | SELOJ/MINEJEC | 698 953 499 | [chantalmboleleduvapj@gmail.com](mailto:chantalmboleleduvapj@gmail.com) |
| **Groupe thématique Travail forcé** | | | | |
|  | ABAH NÉE MBOUZIE AHANDA ANGÉLIQUE | MINTSS | 699 75 60 77 | [angeabah@gmail.com](mailto:angeabah@gmail.com) |
|  | NLEME GEORGES GUY | Plan International | 677 68 96 99 | [guy.Nleme@plan-international.org](mailto:guy.Nleme@plan-international.org) |
|  | NDO MBELLE JEAN-THÉOPHILE | Sos Villages d’enfants Cameroun | 675 14 83 94 | [jeantheophile.ndo@sos.Cameroun.org](mailto:jeantheophile.ndo@sos.Cameroun.org) |
|  | MBANGONO EMMANUEL | MTNCOM | 699 550 954 | [mbangonoe@yahoo.fr](mailto:mbangonoe@yahoo.fr) |
|  | BATOUM CLAIRE | MINTSS | 699 077 749 | [clairebatoum2014@gmail.com](mailto:clairebatoum2014@gmail.com) |
|  | NYEBEL JEAN BAPTISTE | NINPROFF | 677 135 908 | [jbnyebel@gmail.com](mailto:jbnyebel@gmail.com) |
|  | MENGUE MENA MARIE LOUISE | MINADER | 699 778 851 | [menguemenam@gmail.com](mailto:menguemenam@gmail.com) |
|  | NGOBASS EHUSLIRO | SYNATRAMAC | 696 661 719 | [christinebass3@gmail.com](mailto:christinebass3@gmail.com) |
|  | NYAM AH*OLA DJIBRINA* | GICAM | 698 800 164 | [nyamaholadal@yahoo.com](mailto:nyamaholadal@yahoo.com) |
| **Groupe thématique Traite des personnes et esclavage** | | | | |
|  | NGO KENDEG JACQUELINE | MINAS | 675 504 917 | [jhkendega@gmail.](mailto:jhkendega@gmail.)com |
|  | BOWOPDI NANA ADJANIE | CSDM/DPS/MINSANTE | 690 604 737 | [adjanienana@gmail.com](mailto:adjanienana@gmail.com) |
|  | ETOUNDI NOAH MEKONGO | CNDHL | 698 504 811 | [Etoundinoahmekong@eyahoo.fr](mailto:Etoundinoahmekong@eyahoo.fr) |
|  | YANGONE JEAN MAEC | UGTC | 677 116 817 | [ugtc\_es@vyahoo.fr](mailto:ugtc_es@vyahoo.fr) |
|  | ATABONG ANGELINA | MINJUSTICE | 674 817 628 | [angelatabong@yahoo.com](mailto:angelatabong@yahoo.com) |
|  | ABOUGA PARFAIT | MINTSS | 677 712 079 | [abouga70@yahoo.fr](mailto:abouga70@yahoo.fr) |
|  | BOUBAKARI OUMAROU | DGSN | 677 567979 | [boubakarioumarou@yahoo.fr](mailto:boubakarioumarou@yahoo.fr) |
|  | WONDIEM CHISTINE | SED | 677 771 263 | [kwondiem@yahoo.fr](mailto:kwondiem@yahoo.fr) |
|  | EPIE DESHANEL | UNHCR | 699 711 215 | [epie@unhcr.org](mailto:epie@unhcr.org) |
|  | ASSOGO GEORGETTE | MINTOUL | 677 341 802 | [georgettemadeleine@yahoo.fr](mailto:georgettemadeleine@yahoo.fr) |

## **Agenda de l’atelier**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Horaires** | **Activités** | **Responsables** |
| 08h – 09h 00 | Enregistrement des participants | Secrétariat Technique |
| 09h00 – 9h 30 | **Cérémonie d’ouverture** :  Ouverture des travaux  (Mots d’ouverture : BIT, Président de l’Alliance, UNICEF et MINTSS) ;  Présentation des objectifs, du contenu, de l’agenda de l’atelier  Photo de famille | MINTSS  BIT  UNICEF |
| 09h 30 – 10h 00 | Pause-café |  |
| 10h 00 – 11h 30 | **Présentation 1** :  Etat des lieux de la lutte contre travail des enfants : bilan, incidence caractéristiques, plans d'action et cadres politiques nationaux existants | MINTSS |
| **Présentation 2**  Etat des lieux de la lutte contre le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun | MINAS  SPM |
| **Présentation 3**  Objectifs et cadre logique de l’Alliance 8.7 dans la lutte contre le travail des enfants, la traite des personnes et le travail forcé | MINTSS |
| 11h30 – 12h00 | Échanges en plénière | Participants |
| 12h00-13h30 | **Travaux de groupe – séance 1**  Définition des actions prioritaires (effets, résultats et interventions) à réaliser en matière de lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun | MINTSS  Participants |
| 13h 30 - 14h 30 | Pause-déjeuner | BIT |
| 14h 30 – 16h 00 | **Travaux de groupe 2 – séance 2**  Projet de calendrier et de budget des action prioritaires à cours et à moyen termes, rôles et responsabilités des acteurs | Participants |
| 16h00 – 17h00 | Restitutions | Participants |
| 17h00 -17h30 | Cérémonie de clôture | MINTSS  BIT  UNICEF |

## **Mots et discours**

**Mot du Directeur du BIT**

**Atelier National d’identification des actions prioritaires sur la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun dans le cadre de l’Alliance 8.7**

**Mot du Directeur de EAT/BP – Yaoundé**

**Monsieur le Ministre du Travail et de la sécurité sociale**

**Madame le Ministre des Affaires sociales**

**Madame le Ministre de l’éducation de Base**

**Mesdames et messieurs en vos rangs et qualités distinctifs ;**

**Honorables Invités, Mesdames, Messieurs ;**

C’est avec un réel plaisir que je prends la parole en cette circonstance au nom de Mr François Murangira Directeur de l’Equipe d’Appui Technique au Travail Décent pour l’Afrique Centrale et Bureau pays pour la Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Principe et le Cameroun. Mr Murangira avait souhaité être avec vous ce matin, mais des concours de circonstance le retiennent hors du pays.

Qu’il me soit permis à l’entame de mon propos de féliciter la République du Cameroun pour la décision prise en juillet 2020 d’être candidate à « pays pionnier » dans le cadre de l’Alliance 8.7. Nous sommes réunis en ce jour, forts de cet engagement pris au plus haut niveau de l’État et sous la coordination du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, afin d’explorer ensemble les possibilités de collaboration et définir les priorités nationales, de sorte à concrétiser ainsi un agenda commun pour s’unir aux pays à l’avant-garde des efforts visant à atteindre l’objectif de développement durable 8.7.

L’Alliance mondiale pour éradiquer le travail forcé, l’esclavage moderne, la traite des êtres humains et le travail des enfants, également appelé « Alliance 8.7 », est née de la volonté de nouer un partenariat mondial inclusif engagé, devant permettre d’atteindre la cible 8.7 des objectifs de développement durable à l’horizon 2030. L’objectif n° 8 des ODD vise en effet à promouvoir le travail décent et la croissance économique. La cible 7 de cet objectif appelle plus précisément à prendre des mesures immédiates et efficaces pour mettre fin au travail forcé, à l’esclavage moderne et à la traite des êtres humains (d’ici 2030) ainsi qu’à interdire et éliminer le travail des enfants sous toutes ses formes (d’ici 2025).

Lancée à New-York, le 21 septembre 2016, l’Alliance 8.7 compte aujourd’hui plus de 150 partenaires dont des pays, des organisations internationales et régionales, des organisations de travailleurs, des organisations d’employeurs, des organisations d’entreprises, la société civile mais aussi des institutions universitaires et des chercheurs. Au nombre des organisations internationales, il convient de citer l’Organisation Internationale du Travail (OIT) dont le bureau en assure le secrétariat, l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), l’Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ainsi que le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF).

Les États membres des Nations Unies ont défini un programme ambitieux en adoptant la cible 8.7 des ODD, celle-ci requiert que soient prises des mesures urgentes et énergiques. L’occasion ne saurait être plus propice, cette année 2020 ayant non seulement été marquée par la ratification universelle de la convention (nº 182) sur l’élimination des pires formes de travail des enfants, 1999, mais aussi par l’adoption des premiers commentaires sur l’application du Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR), l’un des organes de contrôle de l’application des normes internationales du travail de l’OIT.

Cette activité vise à inciter l'ensemble des parties prenantes présentes au présent atelier à poursuivre et à redoubler d’efforts dans la mise en œuvre de l'engagement de la République du Cameroun dans la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé et la traite des personnes. Cette initiative est d’autant plus opportune que l’année 2021, par un heureux hasard du calendrier, est celle au courant de laquelle sont attendus les rapports (périodiques) du Cameroun sur les mesures prises pour donner effet en droit et en pratique aux principaux instruments internationaux dont le pays est parti, en matière de travail forcé, de protection de l’enfance, d’élimination du travail des enfants. En effet, le pays sera tenu dans les mois à venir de préparer le bilan des initiatives entreprises et envisagées afin de traduire dans la réalité, les dispositions des conventions (nº 29) sur le travail forcé, 1930, et (nº 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 ; la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 ; et les conventions (nº 138) sur l’âge minimum, 1973, et (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

Je suis confiant que cette initiative aura un effet catalyseur qui permettra à nos mandants tripartites, ainsi qu’à l’ensemble des parties prenantes, indépendamment de leur statut juridique de construire ensemble la route à suivre notamment afin de permettre que :

* L’accès des enfants à l’éducation de base soit amélioré,
* L’âge obligatoire de l’éducation soit étendu jusqu’à l’âge minimum d’admission à l’emploi, c’est-à-dire 14 ans ;
* Le fonctionnement du système éducatif soit amélioré et que la gratuité de l’éducation de base soit effective ;
* Les données relatives aux taux de scolarité et d’achèvement scolaire soient ventilées par âge et par sexe ;
* Des mesures tendant à prévenir la traite des adultes tant à des fins d’exploitation sexuelle que d’exploitation au travail soient prises ;
* Les capacités des organes chargés de l’application de la loi (police, inspection du travail, ministère public et juges) soient renforcées ; et,
* Les victimes de la traite soient identifiées et adéquatement protégées.

**Chers participants**

En raison de l’importance stratégique de l’atelier de ce jour, le Bureau International du Travail fonde un réel espoir que vos contributions et votre participation, que je sais d’ores et déjà engagées, permettront au Cameroun en sa qualité de pays pionnier de disposer au sortir de cet atelier de planification stratégique avec des axes prioritaires d’un plan d’action qui permettront sans nul doute au Cameroun de lutter efficacement contre le travail forcé, l’esclavage moderne, la traite des êtres humains et le travail des enfants.

**Monsieur le Ministre,**

Je ne saurai terminer mon propos sans exprimer toute la reconnaissance du BIT au gouvernement du Cameroun pour son engagement pour l’atteinte des objectifs du développement durablement durable (ODD) et singulièrement de la cible 8.7. Vous pouvez compter sur l’appui et l’accompagnement de notre organisation.

Je souhaite plein succès à vos travaux.

**Je vous remercie**

**Mot du Directeur de l’Unicef**

**Mot du Représentant de l’UNICEF à l’occasion de l’Atelier National d’identification des actions prioritaires sur la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun dans le cadre de l’Alliance 8.7**

**----------------------**

Yaoundé, le 22 décembre 2020  
**Madame le Ministre des Affaires sociales ;**

**Monsieur le Ministre du Travail et de la sécurité sociale ;**

**Distingués invités ;**

**Chers collègues du Système des Nations Unies ;**

**Mesdames et Messieurs.**

Je voudrais à l’entame de mon propos, exalter le partenariat qui a permis l’organisation de cet atelier hautement stratégique sur l’identification des actions prioritaires sur la lutte contre le travail forcé, la traite des personnes et l’esclavage moderne au Cameroun dans le cadre de l’Alliance 8.7.

C’est l’occasion pour l’UNICEF de saluer cette initiative qui permet de réunir les partenaires du Gouvernement, les acteurs de la société civile et les agences du Système des nations Unies pour élaborer, dans une démarche participative, et inclusive, les axes d’interventions devant guider une meilleure planification des activités garantissant l’épanouissement des enfants.

Qu’il me soit permis de partager quelques chiffres qui nous interpellent : environ 1 enfant sur 10 est soumis au travail dans le monde, certains sont assujettis aux pires formes et aux travaux dangereux. D’ici 2025, on estime que 121 millions d’enfants dans le monde travailleront, avec 52 millions exerçant des travaux dangereux.

Les conséquences sont désastreuses tant pour l’enfant que pour la société. Le travail des enfants peut entraîner des séquelles physiques et mentales extrêmes, voire la mort. Elle peut conduire à l’esclavage et à l’exploitation sexuelle ou économique. En tout état de cause, il constitue un frein à la scolarisation et l’accès aux soins de santé des enfants, restreignant ainsi leurs droits fondamentaux et hypothéquant leur avenir. Une attention doit être portée sur la situation des enfants migrants et réfugiés.

Les enfants victimes de la traite sont aussi victimes de violence, d’abus et d’autres violations des droits humains. Certains peuvent être forcés d’enfreindre la loi. Pour les filles, la menace d’exportation sexuelle est grande, tandis que les garçons peuvent être exploités par des forces ou des groupes armés.

Quelle qu’en soit la cause, le travail des enfants aggrave l’inégalité sociale et la discrimination, et prive les filles et les garçons de leur enfance. Le travail des enfants limite l’accès à l’éducation et nuit à la croissance physique, mentale et sociale d’un enfant. En particulier pour les filles, le « triple fardeau » de l’école, du travail et des tâches ménagères augmente le risque pour elles d’accuser du retard, les rendant encore plus vulnérables à la pauvreté et à l’exclusion. Il s’agit donc pour les acteurs institutionnels et non étatiques, dans le cadre d’un partenariat élargi, y compris avec le secteur privé, de renforcer le système de protection de l’enfant pour la prise en charge des enfants victimes d’exploitation économique ou d’enrôlement dans les groupes armés. Il en va de la garantie de leur protection pour leur permettre de se développer et de mettre leur potentiel, le capital humain qu’ils constituent au service de la nation et de leur famille.

Notre engagement appelle une intervention multisectorielle et un partenariat qui nous demande de mutualiser nos efforts et ressources pour l’ancrage de l’Alliance 8.7 et sa concrétisation au Cameroun en référence à l’objectif 8 des ODD qui vise à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ». La cible 8.7 appelle, quant à elle, à « prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l’esclavage moderne et à la traite des êtres humains, interdire et éliminer le travail des enfants sous toutes ses formes, y compris le recrutement et l’utilisation d’enfants soldats », et « d’ici à 2025 mettre un terme à toutes les formes de travail des enfants ».

C’est l’occasion pour moi de saluer l’engagement des autorités camerounaises pour le renforcement de la protection des enfants en adhérant à l’initiative.

Je voudrais vous assurer, madame/monsieur les Ministres, de l’engagement de notre agence pour le succès de la mise en œuvre de l’Alliance 8.7 pour que vive les droits des enfants au Cameroun.

Je formule le vœu que les travaux de l’atelier soient couronnés de succès et vous remercie pour votre aimable attention.

**Discours du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale**

**Atelier national d’identification des actions prioritaires de lutte contre le travail des enfants**

**Allocution d'ouverture de Monsieur le ministre du Travail et de la Sécurité sociale**  
Yaoundé, hôtel Mont Fébé, le 22 décembre 2020  
  
**Madame le Ministre des Affaires sociales, Vice-présidente du Comité National De Lutte contre le Travail des Enfants ;**

**Monsieur le Ministre de l’Emploi et de la Formation professionnelle, Vice-président du Comité National de lutte contre le Travail des Enfants ;  
Madame le ministre de l'éducation base ;  
Monsieur le Directeur de l'Equipe d'Appui Technique de l'OIT au Travail Décent à Yaoundé ;  
Monsieur le Représentant du Fonds des Nations Unies pour l’Enfance ;  
Chers partenaires sociaux ;  
Mesdames et Messieurs les représentants des diverses administrations ;  
Distingués invités,  
Mesdames et messieurs**.

Il m'est particulièrement agréable de présider ce jour les travaux de l’atelier les travaux de l’Atelier national d’identification des actions prioritaires pour la lutte contre le travail des enfants dans le cadre de l’Alliance 8.7 (8 point 7).

Qu’il me soit permis, avant de poursuivre mon propos, de vous souhaiter une chaleureuse et cordiale bienvenue dans ce lieu et de vous remercier d'avoir bien voulu accepter de rehausse de votre présence l’éclat de cette assise, dont les travaux porteront essentiellement sur les actions à venir, pour une mobilisation toujours accrue dans la lutte contre le travail des enfants.

Le lancement de cet important atelier constitue le témoignage incontestable d’une prise de conscience forte et responsable des pouvoirs publics face à la nécessité d’engager des actions plus dynamiques et efficaces, afin d’enrayer ce phénomène pernicieux.

Les résultats auxquels nous sommes parvenus à ce stade sont le fruit d'une synergie collective et participative menée d’une part avec l'accompagnement du Bureau international du Travail (BIT) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dont le salue la présence et l’engagement aux côtés du Gouvernement dans le cadre de cette lutte contre le travail des enfants, mais aussi grâce à la contribution pertinente des Partenaires Sociaux, la Société Civile, dont je loue l’engagement et la disponibilité à contribuer positivement au succès des initiatives mises en place à cette fin.

**Mesdames et Messieurs,**

Il me plaît le rappeler que ces importantes assises traduisent dans les faits l'engagement pris au courdes travaux de la quatrième session du Comité National de lutte contre le Travail des enfants tenue le 18 novembre 2020 à Yaoundé à savoir : la mise en œuvre des recommandations formulées ce jour-là relative notamment à l’organisation d’un atelier national d’identification des actions prioritaires pour la lutte contre le travail des enfants.

S'il était encore besoin de le souligner, rappelons que le travail des enfants est un fait social et les enfants interviennent dans tous les secteurs d’activités au mépris de leurs droits et en violation parfois de leur dignité. L’éradication de ce phénomène passe donc pas une réponse multisectorielle

Axées sur des stratégies d’action telles que :

* La recherche et la connaissance de la réalité sur le terrain ;
* La prévention ;
* La détection et la répression des auteurs ou complices ;
* La protection et la réhabilitation socio-éducative des enfants ou réinsertion sociale des victimes ;
* La révision du cadre juridique et institutionnel ;
* Le renforcement des capacités des institutions.

Afin d’impulser une nouvelle dynamique dans la lutte contre ce fléau et de poursuivre sereinement des activités y afférentes, il est nécessaire d’examiner en profondeur cette problématique pour être réaliste et conséquent. D’où l’organisation de cet atelier, qui nous permettra de recadrer les activités pertinentes et concrètes retenues pour être mises en œuvre à court et à moyen termes.

Comme indiqué dans les termes de référence contenus dans votre document de travail, cet atelier devra permettre d’apporter des réponses à un ensemble de préoccupations pouvant permettre de mutualiser des efforts pour assurer une protection optimale et l’enfant. Il s’agit concrètement pour nous aujourd’hui de recenser les activités à fort impact, concrètes et prioritaires, assorties d’un chronogramme et des budgets réalistes, à court et à moyen terme, à soumettre dans le cadre de l’Alliance 8.7 (8 point 7).

Mesdames et Messieurs,

Au cours de ces moments de réflexion il sera question, au-delà du partage d’informations relatives à l’Alliance 8.7 dans la lutte contre le travail des enfants, la traite et le travail forcé :

* D’identifier les priorités du Cameroun à court et à moyen terme au niveau national et régional ;
* D’élaborer un planning détaillé des actions à réaliser de manière concertée au cours des cinq prochaines années par les différents acteurs de la chaine de protection de l’enfant contre le travail forcé au Cameroun ;

En effet, la communauté internationale a, dans le cadre de la Déclaration du centenaire de l’OIT, institué l’année 2021 comme « l’année décisive dans la lutte contre le travail des enfants », et **le Premier Ministre, Chef du Gouvernement** nous a instruit de mettre l’accent sur la lutte contre le travail des enfants en 2021. Bien plus, avec l’adhésion de notre pays à l’initiative Alliance 8.7 en tant que « Pays pionnier », suivant **le Très Haut Accord donné par le Président de la république**, le Cameroun a ainsi réaffirmé sa détermination à combattre significativement ce fléau.

Vous aurez compris tout le bien-fondé de nos présentes assises pour lesquelles il vous est demandé de mettre à contribution votre riche et dense expertise afin d’atteindre ces nobles objectifs. C’est dire, chers participants, l’ampleur de la mission qui vous attend, ainsi que la responsabilité qui vous incombe dans le cadre de cette réflexion. Toutefois, je reste persuadé que vos compétences, vos capacités respectives à maîtriser les questions qui constituent « le travail des enfants », votre imagination ainsi que votre savoir-faire, seront mis à contribution afin que les résultats attendus de cet atelier soient à la hauteur des espoirs placés en vous.

J’émets le vœu que cette concertation se fasse dans un esprit empreint de convivialité et de sérénité.

Sur ce, je déclare ouverts, les travaux de l’Atelier national d’identification des actions prioritaires pour la lutte contre le travail des enfants au Cameroun.

**Vive le Cameroun !**

**Je vous remercie pour votre aimable attention.**

## **Exposés à l’atelier**

**Exposé 1 sur le travail des enfants**

**« Etat des lieux de la lutte contre travail des enfants : bilan, incidence caractéristiques, plans d'action et cadres politiques nationaux existants »**

* **Plan de présentation**
* I. Généralités sur le travail des enfants
* II. Incidence du travail des enfants
* III. cadres politiques nationaux et plans d’actions
* **I. Généralités sur le travail des enfants**
* **1. Qu’est-ce que le travail des enfants ?**

Le **travail des enfants** concerne deux cas de figure :

* Les activités réalisées par des personnes n’ayant pas atteint l’âge minimum établi par la loi en vertu de la convention n° 138 de l’OIT sur l’âge minimum ;
* Les activités qui, par leur nature nuisible ou les conditions dans lesquelles elles s’accomplissent, sont considérées comme inacceptables pour des enfants et par conséquent interdites.
* **2. Quelques données sur le travail des enfants…**
* Les statistiques de l’OIT indiquent qu’environ, 152 millions d’enfants sont en situation de travail des enfants dans le monde.
* Le plus grand nombre d’enfants en situation de travail des enfants se trouve dans la région de l’Afrique subsaharienne avec environ 59 millions d’enfants en situation de travail des enfants.
* L’étude de référence menée en 2007 par l’INS sur le travail des enfants au Cameroun indique que ce phénomène concerne 41% des enfants de 5 à 17 ans, soit 2 441 181 enfants.
* Le travail des enfants prend de l’ampleur et se complexifie au fur et à mesure que les enfants grandissent.
* 85,5% des enfants économiquement actifs travaillent dans le secteur agricole (agriculture, pêche et élevage) ; 8,8% des enfants travailleurs exercent dans le petit commerce, restauration comprise. Le reste des enfants est disséminé à travers des secteurs comme les mines ou le travail domestique.
* **3. Age minimum**
* Conformément à la Convention n° 138 de l’OIT, le législateur a fixé l’âge minimum d’admission à l’emploi à quatorze ans ; un âge, par ailleurs, généralement convenu comme constituant le seuil de fin de la scolarité primaire. A cet égard, il serait intéressant de relever que la Constitution prévoit, en son préambule, que l’enseignement primaire est obligatoire. En d’autres termes, l’école est obligatoire au Cameroun jusqu’à quatorze ans, âge légal minimum d’admission à l’emploi. Pour appliquer cette mesure, l’Etat a prescrit la gratuité de l’école primaire ; mais celle-ci ne s’applique qu’aux établissements publics.
* L’arrêté n° 17/MTLS/DEGRE du 27 mai 1969 relatif au travail des enfants rappelle l’interdiction d’emploi avant quatorze ans, et précise qu’ « *aucune dérogation n’est admise* ». Mais, l’article 86 du Code du travail actuellement en vigueur évolue en prévoyant une dérogation à l’âge minimum par arrêté ministériel, compte tenu des circonstances locales et des tâches qui peuvent être demandées aux enfants concernés, conformément à l’article 7 de la Convention n° 138.
* **4. Les pires formes de travail des enfants**

Les pires formes de travail des enfants sont définies à l’article 3 de la Convention n°182 comme :

* Toutes formes d’esclavage ou pratique analogue, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dette et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés ;
* L’utilisation, le recrutement ou l’offre d’un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ;
* L’utilisation, le recrutement ou l’offre d’un enfant aux fins d’activités illicites, notamment pour la production et la traite des stupéfiants, tels que les définissent les Conventions internationales pertinentes ;
* Les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s’exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l’enfant.
* **II. L’incidence du travail des enfants**
* Le travail des enfants a des conséquences sur deux domaines de la vie des enfants : la scolarité et la santé.
* Selon l’étude de l’INS, la comparaison des taux de fréquentation scolaire entre les enfants soumis aux travaux à abolir et ceux qui ne le sont pas permet de conclure à un impact négatif de l’activité économique précoce de l’enfant sur sa scolarisation.
* Les enfants qui travaillent, en particulier ceux exerçant des activités incongrues à leur âge, sont plus exposés aux risques de maladies physiques et autres traumatismes psychiques.
* **III. Cadres politiques nationaux et plans d’actions**
* **1. Le cadre juridique**
* **Les instruments juridiques internationaux ratifiés :**
* La Convention n° 29 de l’OIT sur le travail forcé (1960) ;
* La Convention n° 105 de l’OIT sur l’abolition du travail forcé (1962) ;
* La Convention des Nations Unies sur la répression de la traite des êtres humains et de l’exploitation de la prostitution d’autrui ;
* La Convention des Nations Unies relative aux Droits de l’Enfant (1993) ;
* La Convention sur l’Elimination de toutes les formes de Discriminations à l’égard des Femmes – CEDEF – (1994) ;
* La Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l’Enfant (1997) ;
* La Convention n° 138 sur l’âge minimum d’admission à l’emploi (2001) ;
* **Les instruments juridiques internationaux ratifiés (suite)**
* La convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants (2002) ;
* La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2004) et son protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants (2004) ;
* Le protocole contre le trafic illicite des migrants par terre, mer et air, additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2004) ;
* Le protocole additionnel à la CEDEF (2004).
* **Les dispositions juridiques internes**
* La loi du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, dans son préambule, garantit la liberté et la sécurité à chaque individu, avec une préoccupation spécifique quant à la protection des enfants et des jeunes ;
* La loi n° 2016-07 du 12 juillet 2016 portant Code Pénal au Cameroun comporte des dispositions qui peuvent être invoquées pour réprimer des cas de travail des enfants. Il s’agit des articles : 292 sur le travail forcé ; 293 sur l’esclavage ; 294 sur le proxénétisme ; 342 sur l’esclavage et la mise en gage ; 343 sur la prostitution ; 344 sur la corruption de la jeunesse ; 345 sur le danger moral ; 349 sur les menaces sous conditions et/ou abus de faiblesse ; 352 et 353 sur l’enlèvement de mineurs ; 355 sur la non représentation de mineur ; 358 sur l’abandon de foyer.
* La loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du Travail qui fixe à 14 ans l’âge minimum d’admission à l’emploi (article 86) et exclut l’emploi des enfants dans des travaux dangereux ou excédant leur force (art. 87).
* **Les dispositions juridiques internes (suite)**
* La loi n° 97/12 du 10 janvier 1997 fixant les conditions d’entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun et son décret d’application n° 2000/286 du 12 octobre 2000 qui exige une autorisation parentale pour les enfants en vue de la délivrance d’un titre de voyage.
* La loi n° 2011/024 du 14 décembre 2011 relative à la lutte contre le trafic et la traite des personnes ;
* La loi n°2019/017 du 24 décembre 2019 autorisant le Président de la République à ratifier le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l’enfant, concernant la vente d’enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.
* **2.** **Le cadre réglementaire**

Outre les dispositifs législatifs visant la protection de l’enfant contre les risques de travail, des actes réglementaires ont été pris dans un certain nombre de domaines notamment :

* Le décret n° 68/DF/253 du 10 juillet 1968 fixant les conditions générales d’emploi des domestiques et employés de maison ;
* L’arrêté n° 16/MTLS/DEGRE du 27 mai 1969 relatif au travail des femmes et son annexe indiquant les travaux interdits aux femmes et aux enfants ;
* La décision n° 000785 DGSN/CAB du 2 décembre 2005 instituant une Brigade Spéciale des mœurs au Bureau Central Interpol Yaoundé ;
* L’arrêté n°082/PM du 27 août 2014 portant création, organisation et fonctionnement du Comité National de Lutte contre le Travail au Cameroun.
* **3. Le cadre institutionnel**

Le Cadre institutionnel regroupe les Départements ministériels qui sont chargés à titre principal ou subsidiaire, de la protection de l’enfant, de la lutte contre les fléaux sociaux dont il peut être victime, de sa santé, de son éducation. A cet égard et s’agissant particulièrement de la lutte contre le travail des enfants et du travail forcé, les différentes administrations s’occupent de la question, chacune dans son axe d’intervention :

* **Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale** : Pilotage de la politique nationale du travail ; Promotion du travail décent ; Lutte contre le travail, la traite et le trafic d’enfants.

**Cadre institutionnel suite**

* **Ministère des Affaires Sociales :** Prévention du phénomène d’exploitation d’enfants ; Protection des enfants défavorisés ; Accueil, prise en charge et réinsertion des enfants défavorisés ; Lutte contre le trafic et la traite d’enfants.
* **Ministère de l’Emploi et de la Formation Professionnelle :** Orientation, formation et insertion professionnelles des jeunes, promotion de l’emploi et de l’auto emploi, organisation du secteur informel.
* **Ministère des Mines, de l’Industrie et du Développement Technologique :** Lutte contre le travail des enfants dans les mines, les carrières de pierres et de sable.
* **Le cadre institutionnel (suite)**
* **Ministère de la Communication :** Sensibilisation, information et éducation.
* **Ministère de la Justice** : Renforcement des capacités des personnels chargés de l’application de la loi (magistrats, policiers, gendarmes etc.) ; Promotion et protection des droits de l’enfant ; Répression en matière de violation des droits de l’enfant.
* **Ministère des Relations Extérieures :** Coordination de la participation du Cameroun aux activités des Institutions Spécialisées des Nations Unies à caractère social et culturel en liaison avec les autres Administrations concernées et du suivi de la mise en application des engagements et obligations de l’Etat vis-à-vis desdites institutions.
* **4. Les différentes actions menées par le Gouvernement**
* Conscient des défis liés à ce fléau, et dans le souci de revoir sa politique et sa stratégie de lutte contre le phénomène du travail des enfants et surtout ses pires formes, le Gouvernement a mis en place les projets West Africa Cocoa and commercial Agriculture Programme (WACAP) et de Lutte contre la traite des enfants en Afrique (LUTRENA)avec l’appui du Bureau International du Travail (BIT) et du Gouvernement américain, projets qui ont permis d’une part, l’implantation d’un système de surveillance et de suivi du travail des enfants dans la cacao culture et l’agriculture commerciale, et d’autre part, le retrait de 5000 enfants de ces plantations. Cette initiative a donné des résultats appréciables et a permis d’effectuer un saut qualitatif ;
* **Actions suite…**
* Après les assises de la Troisième Conférence Globale sur le travail des enfants qui s’est tenue à Brasilia au Brésil en 2013, le Cameroun a adopté son **Plan d’Action National pour l’Elimination des Pires Formes de Travail des Enfants (PANETEC), avec six axes stratégiques :**

1) la législation nationale et application de la loi ; 2) l’éducation ; 3) la protection sociale ; 4) la politique du marché de l’emploi et responsabilité sociale des entreprises ; 5) les préoccupations politiques transversales ; 6) la coordination de la gestion et du suivi du PANETEC.

* **Actions suite…**
* **Le Cameroun a mis en place un Comité National de Lutte contre le Travail des Enfants**. Cette plateforme quadripartite qui réunit le Gouvernement, les Organisations d’Employeurs, les Organisations de Travailleurs et la Société Civile, est chargée de faire des propositions pour la mise en œuvre coordonnée et efficace des politiques et actions, en vue de l’éradication du travail des enfants sur toute l’étendue du territoire national ;
* **Actions suite…**

Afin de renforcer ses efforts sur la lutte contre le travail des enfants, le Cameroun a adhéré à l’Initiative Alliance 8.7. Compte tenu des objectifs poursuivis par cette plateforme le Cameroun envisage d’accélérer les actions sur le terrain ; de mener des recherches et partager des connaissances en la matière ; de stimuler l'innovation dans les actions ; et enfin d’accroître et tirer au mieux parti des financements nécessaires.

* FIN

**MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION**

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

**Exposé 2 sur la traite des personnes**

* **LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES AU CAMEROUN**
* Exposé préparé et présenté par :
* Madame Jacqueline Hortense NGO KENDEG
* Assistante Principale des Affaires Sociales
* Chef de Service de la Protection Spéciale de l’Enfant au MINAS
* Tél : 675 50 49 17
* Email : [jhkendeg@gmail.fr](mailto:jhkendeg@gmail.fr)
* **PLAN DE PRESENTATION**

**INTRODUCTION**

**I – QUELQUES RAPPELS TERMINOLOGIQUES**

**II – ETAT DES LIEUX**

* **CARACTERISTIQUES**
* **FACTEURS EXPLICATIFS**
* **CADRES POLITIQUES EXISTANTS**
* **INTERVENTION DU MINAS**

**III – PERSPECTIVS D’ACTIONS**

**CONCLUSION**

* **INTRODUCTION**

Au terme de la loi n°2011/024 du 14 décembre 2011 relative à la lutte contre la traite et le trafic des personnes, le trafic des personnes s’entend comme « *le fait de favoriser ou d’assurer le déplacement d’une personne à l’intérieur ou à l’extérieur du Cameroun, afin d’en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou tout autre avantage matériel, quelle que soit la nature »* ;

Selon la même loi, par traite des personnes, il faut entendre « *le recrutement, le transfert, l’hébergement ou l’accueil des personnes aux fins d’exploitation, par menace, recours à la force ou à d’autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d’autorité ou de mise à profit d’une situation de vulnérabilité, ou par offre ou acceptation d’avantages pour obtenir le consentement d’une personne ayant autorité sur la victime »*

De manière générale, il ressort de ces deux concepts l’idée de l’exploitation de la vulnérabilité d’une personne, à des fins personnelles.

Il faut dire que les problématiques liées à la traite et au trafic des personnes sont encore émergentes au Cameroun. Les premiers signaux alarmants datent des années 2000 ; d’où l’adoption de la loi n°2005/015 du 29 décembre 2005 relative à la lutte contre le trafic et la traite des enfants, modifiée et complétée par la loi supra.

* **INTRODUCTION (fin)**

Cet engagement de l’Etat camerounais à combattre ces deux phénomènes s’inscrit en droite ligne de la politique de justice sociale et de lutte contre les exclusions prônée par **le Chef de l’Etat, S.E. M. Paul BIYA**.

Au sein de l’exécutif camerounais, le Ministère des Affaires Sociales, qui a pour mission l’élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d’assistance et de protection sociale des personnes socialement vulnérables, conduit au quotidien, en relation avec les différentes autres administrations publiques et privées concernées, des actions de prévention, de prise en charge et de réinsertion sociale des victimes de traite et de trafic.

Face à la complexité et à la densité du phénomène, il importe que les différents acteurs impliqués évoluent de manière synergique, afin que dans un élan complémentaire, les différentes facettes qui y sont associées puissent être adressées avec efficacité et efficience.

* QUELQUES RAPPELS TERMINOLOGIQUES
* **Personnes socialement vulnérables** : Personnes dont la condition physique, sociale, mentale, culturelle et/ou économique est de nature à les rendre incapables de se prendre en charge par elles-mêmes ou de répondre aux exigences de la société. Il s’agit des personnes en défaillance totale ou partielle, permanente ou ponctuelle de leurs capacités d’autonomie, d’insertion ou de réinsertion sociale.
* **Enfant :** toute personne de l’un ou l’autre sexe âgée de moins de 18 ans.
* **Trafic d’enfants :** fait de favoriser ou d’assurer le déplacement d’un enfant à l’intérieur ou à l’extérieur du Cameroun afin d’en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou tout autre avantage matériel, quelle que soit la nature.
* **Traite d’enfants :** le recrutement, le transfert, l’hébergement ou l’accueil des enfants aux fins d’exploitation, par menace, recours à la force ou à d’autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d’autorité ou de mise à profit d’une situation de vulnérabilité, ou par offre ou acceptation d’avantages pour obtenir le consentement d’une personne ayant autorité sur un enfant.
* **Exploitation d’enfants :** comprend, au minimum, l’exploitation ou le proxénétisme d’enfants ou toutes autres formes d’exploitation sexuelle, l’exploitation du travail des enfants ou les services forcés, l’esclavage ou les pratiques analogues, la servitude ou le prélèvement d’organes.
* **Violence** : utilisation intentionnelle de la force physique, des menaces à l’encontre des autres ou de soi-même, contre un groupe ou une communauté, qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, des dommages psychologiques, des problèmes de développement ou un décès.
* **La violence basée sur le genre la** menace ou l’utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir contre soi-même, contre autrui ou contre un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fortement d’entraîner un traumatisme, un décès, des dommages psychologiques, un mal développement ou des privations.
* **ETAT DES LIEUX DE LA TRAITE   
  (CARACTERISTIQUES)**
* Au Cameroun, jusque dans les années 2000, la problématique de la traite des personnes a été principalement centrée sur la traite des enfants à cause de la récurrence des cas de signalement d’enfants victimes dudit fléau.
* Il est néanmoins difficile de présenter des statistiques précises d'enfants victimes de traite au Cameroun parce que celle-ci reste un phénomène rampant et qu'il n'existe encore aucune évaluation scientifique pour en déterminer l'ampleur.
* Au cours de ces dernières années, des trafiquants exploitent des ressortissants camerounais et étrangers sur le territoire national, ainsi que des Camerounais à l’étranger. Les trafiquants d’enfants utilisent souvent des promesses d’éducation ou d’une meilleure vie en milieu urbain pour convaincre les parents en zone rurale de leur confier leurs enfants au travers d’un intermédiaire, qui exploite ensuite les enfants sur le plan sexuel ou par le travail forcé. Des malfaiteurs assujettissent des enfants sans abri ou orphelins à la traite à des fins d’exploitation sexuelle et de travail forcé en zone urbaine.
* **ETAT DES LIEUX DE LA TRAITE   
  (CARACTERISTIQUES)**
* Certains recruteurs de main d’œuvre attirent des adolescents et jeunes adultes issus de familles économiquement défavorisées vers les villes par la perspective de trouver du travail pour les y soumettre ensuite au travail forcé ou à la traite à des fins d’exploitation sexuelle.
* Des enfants camerounais sont exploités par des trafiquants comme domestiques, dans les restaurants, dans la mendicité ou la vente dans les rues ou sur les routes, dans l’orpaillage, les carrières de graviers, la pêche, l’élevage et l’agriculture (dans les champs d’oignons et les plantations de coton, de thé et de cacao), ainsi que dans les transports urbains pour aider les chauffeurs d’autobus, et dans le bâtiment comme garçons de courses, ouvriers ou veilleurs de nuit. Des enfants de pays voisins sont exploités dans des ateliers de pièces détachées ou par des bergers dans le nord du Cameroun.
* **ETAT DES LIEUX DE LA TRAITE   
  (CARACTERISTIQUES)**
* Parmi les formes de traite observées, on peut évoquer :
* **La traite interne :**
  + Le déplacement des enfants et adolescents surtout les jeunes filles des zones rurales vers les grandes villes dans le cadre du travail domestique ;
  + L’exploitation des jeunes filles à des fins sexuelles dans les gargotes et autres « maisons de joie » ;
  + Les abus physiques sur les enfants abandonnés et sans soutien familial ;
  + L’utilisation des enfants, notamment des enfants de la rue à des fins d’exploitation économique et leur enrôlement dans les actes criminels ;
  + Le travail clandestin ou involontaire dans les plantations.
* **Le trafic transfrontalier :** 
  + L’accueil ou la facilitation du transit des enfants victimes de traite en destination des pays frontaliers
* **ETAT DES LIEUX   
  (FACTEURS EXPLICATIFS)**

A ce jour, il n'existe encore aucune évaluation scientifique permettant de déterminer l'ampleur de ces phénomènes. En l'absence de statistiques, les études menées sur la question ont permis de relever que les facteurs favorisant ces fléaux sont liés à la fois à la résurgence des coutumes ancestrales, à la pauvreté et aux conséquences de la mondialisation.

Par ailleurs, les situations d'insécurité dans les régions de l'Est suite à la crise politique en République Centrafricaine (RCA) et de l'Extrême-Nord du fait des exactions de Boko Haram, amplifient les risques de traite et de trafic de ces personnes socialement vulnérables. On peut y ajouter les conséquences socioéconomiques des crises sécuritaires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

* **ETAT DES LIEUX DE LA TRAITE   
  (CADRES POLITIQUES NATIONAUX EXISTANTS)**
* Pour lutter efficacement contre la traite et le trafic des personnes, qui sont une négation de la dignité humaine, le Cameroun a ratifié les principaux instruments juridiques internationaux dont le Protocole de Palerme. Par ailleurs, un dispositif juridique interne permet de prévenir et de réprimer la traite des personnes et particulièrement les enfants. On peut évoquer entre autres :
* Des dispositions du **code pénal** peuvent être invoquées pour réprimer des cas de traite et d’exploitation. Il s’agit des articles : 292 sur le travail forcé ; 293 sur l’esclavage ; 294 sur le proxénétisme ; 342 sur l’esclavage et la mise en gage ; 343 sur la prostitution ; 344 sur la corruption de la jeunesse ; 345 sur le danger moral ; 349 sur les menaces sous conditions et/ou abus de faiblesse ; 352 et 353 sur l’enlèvement de mineurs ; 355 sur la non représentation de mineur ; 358 sur l’abandon de foyer.
* **La loi n° 2011/024 du 14 décembre 2011 relative à la lutte contre le trafic et la traite des personnes**, vient abroger la loi de 2005 relative à la lutte contre la traite et le trafic des enfants et démontre le souci du législateur d’étendre la lutte contre ce fléau sur l’ensemble des victimes potentielles.
* **La mise en place en 2010, du Comité interministériel de prévention et de lutte contre la traite des personnes, qui a été réorganisé par arrêté N°035/CAB/PM du 1er mars 2017.** Ce Comité comprend l’ensemble des acteurs institutionnel et une partie des acteurs de la société civile engagés dans la lutte contre la traite des personnes. Il assure par ailleurs, des fonctions de supervision et de coordination des activités menées.
* Le projet de plan d’action gouvernemental de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants au Cameroun mis en œuvre et logé dans les SPM
* **ETAT DES LIEUX DE LA TRAITE   
  (CADRES POLITIQUES NATIONAUX EXISTANTS)**
* ***L’élaboration d’un Document de Politique Nationale de Protection de l’Enfant V***alidé techniquement en 2017. Ce document repose sur les piliers suivants :
* **Sa vision** : *« Tout enfant sans discrimination, Camerounais ou vivant au Cameroun, bénéficie de mesures de protection lui garantissant la pleine jouissance de ses droits et un développement harmonieux, en vue de constituer un capital humain capable de soutenir la croissance et le développement du pays. »*
* **Son But :** *La Politique Nationale de Protection de l’Enfant a pour but de garantir un développement harmonieux et la participation des enfants à la vie de la nation, ainsi qu’un environnement protecteur contre toute forme de violation ou risque de violation de leurs droits.*
* **Son objectif général :** l’objectif général visé est de développer un système national de promotion des droits et responsabilités de l’enfant, de prévention et de traitement de toutes formes de violence/abus à l’égard de celui-ci.
* Un plan d’action multisectoriel de mise en œuvre de ce document de politique est déjà disponible.

**ETAT DES LIEUX DE LA TRAITE   
(CADRES POLITIQUES NATIONAUX EXISTANTS)**

* **L’élaboration d’un *Document de Politique de Développement de la Petite Enfance*** Validé techniquement en 2017. Ce document repose sur les piliers suivants :
* **Sa vision** : « *Les petits enfants (de 0 à 8 ans) sans discrimination, vivant au Cameroun, placés dans des conditions favorables au développement de leur plein potentiel, jouissent de leurs droits, s’épanouissent, s’intègrent harmonieusement dans la société et participent à l’émergence du pays* ».
* **Ses Orientations stratégiques**
* *Renforcement de la lutte contre la malnutrition chez les enfants de 0 à 8 ans ;*
* *Amélioration de l’accès aux soins et services de santé de qualité de la mère et l’enfant ;*
* *Amélioration de l’utilisation des services d’eau, d’hygiène et d’assainissement ;*
* *Renforcement des systèmes, mécanismes et actions de protection sociale de la petite enfance ;*
* *Amélioration de l’accès à une éducation de qualité équitable et inclusive en faveur des enfants de 4 à 8 ans ;*
* *Renforcement de la coordination et de la gestion des interventions.*
* Un plan d’action de mise en œuvre de ce document de politique est également disponible.

**ETAT DES LIEUX DE LA TRAITE   
(CADRES POLITIQUES NATIONAUX EXISTANTS)**

  A côté de ces cadres stratégiques de portées générale, et en rapport direct avec les abus divers sur les enfants, le Ministère des Affaires Sociales a par ailleurs élaboré, dans le cadre du programme de coopération avec l’UNICEF :

* Un ***Manuel de procédures Opérationnelles Standards de prévention, de signalement, de prise en charge, de répression et de prise en charge des enfants victimes de violences de genre, y inclus en milieu scolaire***,
* Et un ***Code de conduite des acteurs et intervenants***.
* **Administrations engagées dans la lutte contre la traite des personnes :**

MINAS, MINPROFF, MINREX, SED (GENDARMERIE), MINJUSTICE, MINSANTE, MINEDUB, MINTOUL, MINEFOP, MINJEC, MINTSS, DGSN, MINDDEVEL, MINAT

* **ETAT DES LIEUX DE LA TRAITE   
  (INTERVENTIONS DU MINAS)**

Le décret N°2017/383 du 18 juillet 2017 portant organisation du Ministère des Affaires Sociales assigne au département la mission d’élaboration et de mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de prévention, d'assistance et de protection des Personnes Socialement Vulnérables.

A travers ce décret, il est reconnu au MINAS une mission stratégique en matière de sensibilisation et de mobilisation sociale contre les violences, la traite et le trafic des personnes. C’est dans ce sens qu’au cours des dernières années, le département ministériel a engagé certaines actions, notamment :

* L’organisation de campagnes de prévention. Le MINAS a organisé une campagne de prévention et de lutte contre le trafic, la traite et les autres fléaux sociaux en 2014, 2015 et 2016 ainsi qu’une campagne d’affichage sur le même sujet au cours de la Semaine de la Solidarité Nationale tenue du 04 au 07 décembre 2017. En janvier 2018, lancement d’une vaste campagne de sensibilisation auprès des établissements scolaires dont le but était de mobiliser la communauté éducative contre les fléaux sociaux émergents. Parmi ces fléaux sociaux émergents étaient ciblés en priorité le trafic d’organes, la traite et le trafic des personnes.
* En 2018, le MINAS a poursuivi sa campagne de sensibilisation auprès du grand public et des enfants vulnérables visant à informer sur les formes de traite (5014 séances de sensibilisation communautaires sur la traite et environ 69000 personnes touchées.
* La mise en place de la ligne verte. C’est un dispositif de veille, de dénonciation et de référencement des victimes de traite et de trafic des personnes. L’attribution du numéro vert (1503) au MINAS par l’ART en date du 16 mai 2019.
* La lutte contre le PEDR. Entre 2018 et 2019, les actions de lutte contre le PEDR ont été réalisées dans le cadre du budget-programme prioritairement dans les villes de Yaoundé, Douala, Bafoussam, Ngaoundéré, Maroua, Bamenda et Kumba. Il en est ainsi de la sensibilisation des familles et des enfants sur les dangers qu’encourent les enfants dans la rue.
* PERSPECTIVES D’ACTIONS

Les activités du MINAS pour les cinq prochaines années, en matière de lutte contre la traite et le travail des enfants, vont exclusivement portées sur le renforcement des actions jusque-là conduites reposant notamment sur les trois axes d’intervention que sont la prévention, la prise en charge et la réinsertion.

* Pour ce qui est de l’axe de la prévention, l’accent sera mis, entre autres, sur les activités d’information, de sensibilisation et d’éducation pour le changement de comportement des populations, y compris les enfants eux-mêmes, les placements scolaires, l’accompagnement des parents et enfants afin d’éviter le décrochage scolaire pouvant exposer à la traite.
* S’agissant de la sécurisation et de la prise en charge des victimes, les activités vont porter sur :
* L’opérationnalisation de la Ligne Verte,
* La réhabilitation du Centre d’Ecoute et de Transit de Yaoundé pour en faire un Centre d’Accueil des Migrants,
* La poursuite de la modernisation des Institutions de rééducation des mineurs (ICE Bamba, Maroua, Bafoussam, CAM de Bertoua…),
* La construction des Centres d’Accueil et de Transit (CAT), tel que celui de Mfou pour 2021, qui seront ouverts à différentes catégories d’enfants vulnérables y compris ceux victimes de la traite,
* La poursuite de la sécurisation des enfants victimes de traite et de trafic dans les institutions d’encadrement des enfants en détresse ou les centres/institutions de rééducation.

**PERSPECTIVES D’ACTIONS**

* Concernant le volet réinsertion socioéconomique des victimes, il est envisagé leur accompagnement dans l’élaboration et la mise en œuvre des projets de vie, l’organisation et l’accompagnement des familles pour le retour en famille des victimes.
* Par ailleurs, il est à relever l’élaboration et la mise en œuvre d’un plan opérationnel de lutte contre la traite des personnes et le trafic des migrants ainsi qu’un programme national de lutte contre la traite et le trafic des enfants.
* PRINCIPALES DIFFICULTES
* DIFFICILE SYNERGIE
* ABSENCE DE STATISTIQUES
* PESANTEURS CULTURELLES
* CONCLUSION

Le trafic et la traite des personnes constituent des phénomènes sociaux avilissants contre lesquels le Gouvernement camerounais mène une lutte sans merci.

Une loi a été adoptée au niveau du Parlement pour mieux encadrer cette lutte. Sa mise en application effective reste le principal challenge actuel des acteurs et intervenants.

Par ailleurs, dans le souci d’une plus grande efficacité et efficience, les acteurs gagneraient à être mieux coordonnés, à travailler en synergie, et des ressources conséquentes mériteraient d’être davantage mobilisées.

**MERCI POUR VOTRE BIEN AIMABLE ATTENTION**

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

**Exposé 3 sur l’Alliance 8.7**

**PRESENTATION DE L’ALLIANCE 8.7**



**ALLIANCE 8.7**

**INITIATIVE PAYS PIONNIER**

**Par Angelique MBOUZIE AHANDA Epse ABAH**

CHEF DE LA DIVISION DES NORMES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL,

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

POINT FOCAL NATIONAL DE L’ALLIANCE 8.7

**YAOUNDE LE 22 DECEMBRE 2020**

**PLAN DE L’EXPOSE (1/2)**

* **PARTIE I : PRESENTATION GENERALE DE L’ALLIANCE 8.7**

1. **OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LA CIBLE 8.7**
2. **DEFIS DE LA CIBLE 7 DE L’ODD 8**
3. **CREATION ET OBJECTIFS DE L’ALLIANCE 8.7 (UNE REPONSE : l’Alliance 8.7)**
4. **STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET PARTENAIRES**

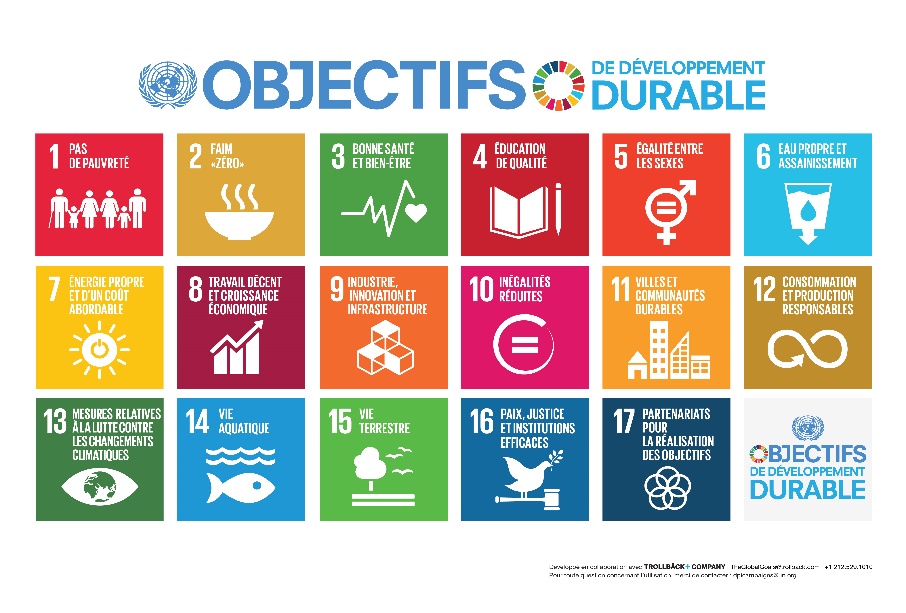
**PLAN DE L’EXPOSE (2/2)**

* **PARTIE II : ALLIANCE 8.7, UNE OPPORTUNITE POUR LE CAMEROUN**

1. **PROPOSITION DE STRUCTURATION**
2. **MECANISMES DE FINANCEMENTS**
3. **CHRONOGRAMME DES ACTIVITES**

**PARTIE I : PRESENTATION GENERALE DE L’ALLIANCE 8.7 A L’ECHELLE MONDIALE**

1. **LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LA CIBLE 8.7**



**Adoption en 2015 par les Nations Unies des 17 objectifs interdépendants et de 169 cibles connexes visant à mettre fin à toute forme de pauvreté dans le monde à l’horizon 2030.**

**CIBLE 8.7 DE L’OBJECTIF N°8 DES ODD**

"Prendre des mesures **immédiates** et **efficaces** pour :

* Supprimer le **travail forcé**
* Mettre fin à **l’esclavage moderne** et à **la traite des êtres humains,**
* Interdire et éliminer **les pires formes de travail des enfants**, y compris le recrutement et l’utilisation **d’enfants soldats**,
* Et d’ici à **2025** mettre un terme à **toutes les formes de travail des enfants**."

**IDENTIFICATION DES CONCEPTS 1/2**

**Esclavage moderne.**

Se dit d’une situation d’exploitation d’une personne dans un environnement de travail qu’elle ne peut refuser ou quitter en raison de menaces, de violences, de coercition, de tromperie et/ou d’abus de pouvoir.

**Travail Forcé (Convention n° 29 de l’OIT de 1930).**

Il s’agit de « tout travail ou service exigé d’un individu sous la menace d’une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s’est pas offert de plein gré́ ».

**Traite des êtres humains (Protocole de Palerme de 2000).**

Il traduit l’exploitation des personnes, telle que l’exploitation sexuelle à travers la prostitution, le travail forcé et d’autres formes d’esclavage moderne. Les victimes peuvent être contraintes par la menace, la force, l’enlèvement, la fraude, la tromperie ou l’abus d’autorité ce qui exclut l’offre volontaire ou le consentement de la victime.

**IDENTIFICATION DES CONCEPTS 2/2**

**Travail des enfants.**

Activités qui privent les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et nuisent à leur accès à l’éducation, à la scolarité, à la santé, au développement et à l’épanouissement physique et mental.

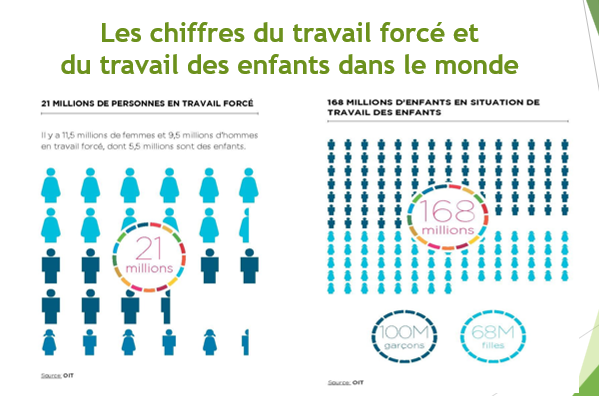
**Pires Formes de Travail des Enfants (PFTE). Convention n° 182 de l’OIT, article 3 de 1999.**

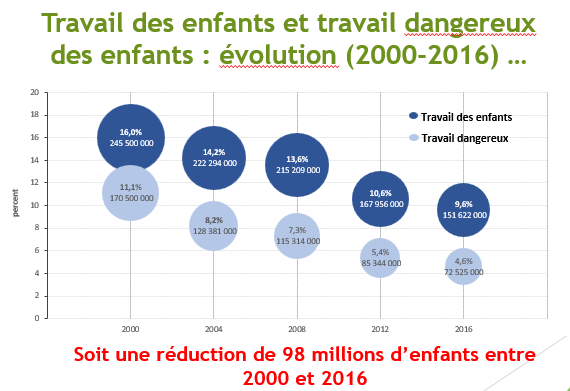
Types de travail mettant en danger le développement physique, mental et/ou le bien-être moral de l'enfant, soit par sa nature ou par les conditions dans lesquelles il est effectué. Il est ainsi dénommé « travail dangereux ».

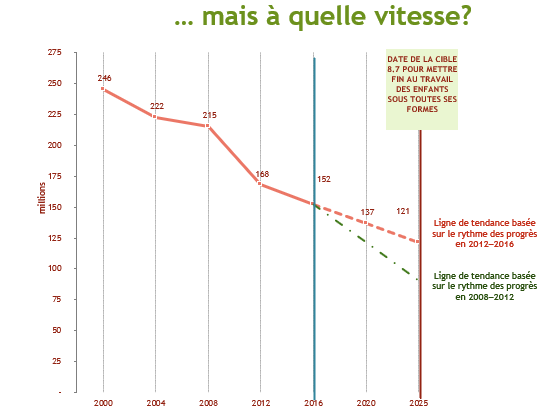
**PARTIE I : PRESENTATION GENERALE DE L’ALLIANCE 8.7 A L’ECHELLE MONDIALE**

1. **LES DÉFIS DE LA CIBLE 8.7 DE L’ODD 8**

**Les chiffres du travail forcé et du travail des enfants dans le monde**



**Travail des enfants et travail dangereux **

****

**Travail forcé, esclavage moderne et traite des êtres humains, les chiffres :**

* **40,3 millions c’est le** nombre de personnes victimes de **l’esclavage moderne**, dont **24,9 millions** du **travail forcé** et **15,4** millions du **mariage forcé.**
* Pour l'Afrique, **9,2 millions** de victimes **d’esclavage moderne**. Ceci se traduit par une prévalence de **7,6 victimes pour 1 000 personnes**, **le pourcentage le plus élevé de toutes les régions du monde.**
* En Asie pacifique : **6,1 victimes pour 1000 personnes**, en Europe et Asie centrale : **3,9 victimes pour 1000.**

**PARTIE I : PRESENTATION GENERALE DE L’ALLIANCE 8.7 A L’ECHELLE MONDIALE**

1. **LA RÉPONSE : L’ALLIANCE 8.7**

**Objectifs de l’Alliance 8.7**

L’Alliance 8.7 est un **partenariat mondial** inclusif **lancé par la Fondation Ford** qui réunit un ensemble de parties prenantes\* pour lutter contre le travail des enfants, le travail forcé, l’esclavage moderne et la traite des êtres humains.

* **Ses objectifs sont :**
* D’accélérer l'action
* De stimuler l'innovation
* De générer et d’échanger des connaissances
* De mobiliser et exploiter les ressources pour atteindre la cible 8.7

\***Gouvernements, agences et organisations des Nations Unies, institutions internationales et régionales, organisations d’employeurs et de travailleurs, membres de la société civile, universitaires et acteurs du secteur privé**

**PARTIE I : PRESENTATION GENERALE DE L’ALLIANCE 8.7 A L’ECHELLE MONDIALE**

**IV. LA STRUCTURATION DE L’ALLIANCE**

**STRUCTURE ET GOUVERNANCE**

* **Les Parties Prenantes**

Le **Groupe de Coordination Mondiale**

C’est un groupe de partenaires actifs qui se rencontrent régulièrement pour se

Fixer des objectifs et évaluer les progrès accomplis par les Pays Pionniers.

* **Les** **Groupes d’Action**

Ils reflètent les priorités thématiques et rassemblent des organisations et des initiatives œuvrant dans ces domaines afin d’optimiser leur impact.

* + - Crises humanitaires et conflits (HCR/UNICEF)
    - Chaînes d’approvisionnement (OIT)
    - Migration (OIM)
    - État de droit et gouvernance (CNUDH)
* Le **Secrétariat**

**Il facilite les opérations quotidiennes de l'Alliance (actuellement : le BIT)**

* La **Présidence**

**Assurée actuellement par l’Australie (Vice-Présidence : l’Argentine)**

**LES PAYS PIONNIERS**

QU’EST-CE QU’UN PAYS PIONNIER ?



C’est un pays qui, après une manifestation d’intérêt exprimant la volonté politique d’un Gouvernement, s’engage à travers l’Atelier Stratégique de Planification à aller **plus loin** et **plus rapidement** pour atteindre la cible 8.7 des ODD :

* Par de **nouvelles méthodes** à partir desquelles les autres peuvent apprendre (échanges de bonnes pratiques, partages d’expériences) ;
* **En accélérant** les efforts d’actions pour répondre aux délais urgents de la cible 8.7.

**Qui sont les pays pionniers ?**

**Quelles opportunités ?**

* Bénéficier du **développement** et des **avantages économiques** découlant de la réduction du travail forcé et du travail des enfants à l’international ;
* Accéder à l’information et à l’accompagnement en vue de mobiliser plus de **nouvelles ressources ;**
* Rentabiliser les avantages liés à la **bonne réputation (child labour free country…) ;**
* **Montrer** le progrès et les interventions réussies ;
* Avoir **accès aux informations et expertises ;**
* Jouer le rôle de **catalyseur** pour un changement plus large ;
* Bénéficier de support technique pour préparer les rapports ;

**PARTIE II : ALLIANCE 8.7, UNE OPPORTUNITE POUR LE CAMEROUN**

1. **Contexte et justification**

* Contexte sécuritaire en alerte dû aux crises successives des régions du Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest ;
* Actualisation du mandat renouvelé du Comité National de Lutte contre le travail des Enfants jusqu’en 2025 ;
* Relecture et meilleure évaluation financière du PANETEC (Plan d’Actions National pour l’Elimination du Travail des Enfants au Cameroun) ;

**II. Proposition de structuration**

* Expression d’une manifestation d’intérêt a été adressée à l’endroit du Secrétariat de l’Alliance 8.7, suite au Haut accord du Président de la République le 11 mai 2020, et désignation d’un point focal national (Chef de la Division des Normes et de la Coopération Internationale du Travail (MINTSS) ;
* La mise en œuvre des activités de l’Alliance 8.7 notamment en matière de travail des enfants, travail forcé sera coordonnée par le Comité en charge de la lutte contre le travail des enfants, appuyée par la mise en place d’un système d’informations de portée nationale, centralisé par le point focal national et le Secrétariat Technique.
* Les questions liées à la traite des personnes seront pilotées de concert avec le Ministère des Affaires Sociales, compte rendu fait au Comité en charge des questions de la traite logé dans les Services du Premier Ministre.

**III. Chronogramme d’activités**

Activités menées

1. **Expression d’une manifestation d’intérêt ;**
2. **Désignation d’un Point Focal et Coordonnateur des activités dans le pays**

Activités à venir

* Atelier National de Planification Stratégique des actions prioritaires
* Mise en place d’un système d’informations
* Collecte de données et conduite de recherches
* Mobilisation et canalisation des ressources des partenaires
* Surveillance et rapport sur les progrès accomplis
* Partage des savoirs, des leçons apprises et des bonnes pratiques
* Intensification des actions avec support technique

**III. Chronogramme d’activités (suite)**

En prélude à l’Atelier National Stratégique des actions prioritaires de mise en œuvre de l’Alliance 8.7, une collecte des attentes a été de diverses administrations, partenaires sociaux et acteurs de la société Civile. Il en ressort en urgence les problématiques ci-après :

* **Actualisation des données du Travail des Enfants, du Travail Forcé et de la traite des personnes pour mieux mesurer l’impact des actions qui seront mises en œuvre ;**
* **Identification des acteurs engagés dans la lutte et mise en place d’un Système d’Informations et de remontées des données ;**
* **Sensibilisation tous azimuts sur l’impact négatif des fléaux sur la cible et bien d’autres activités.**

**IV. Mécanismes de financement potentiels**

Budget de l’Etat du Cameroun pour le fonctionnement du Comité National de Lutte contre le Travail des Enfants (CNLTE) et la mise en œuvre des activités retenues dans le PANETEC et les autres activités contenues dans les programmes de performance des administrations partenaires ;

Appui international des différents partenaires pour les investissements et la mise en œuvre effective de certaines actions prioritaires non inscrites dans les ressources intérieures ordinaires en fonction des opportunités mondiales.

**CONCLUSION**

Le Cameroun a manifesté son intérêt et est désormais Pays Pionnier pour l’Alliance 8.7;

Les implications de cet engagement sont : l’éradication du travail des enfants sous toutes ses formes à l’horizon 2025, l’élimination du travail forcé et de la traite des personnes en 2030 ;

Cet engagement doit connaître la participation active de toutes les forces vives en présence impliquées (Gouvernement, partenaires sociaux, Secteur privé, Organisations de la Société Civile…) et de tous les acteurs engagés sur le terrain pour l’éradication de ces fléaux ;

Le Secrétariat de l’Alliance offre des opportunités de financements que le Cameroun entend saisir afin d’agir pour un meilleur respect des couches vulnérables et le développement d’une justice sociale de qualité pour tous, gages de paix et de développement inclusif.

**Je vous remercie pour votre bien aimable attention.**

1. Il s’agit de : presse écrite (Cameroon Tribune, le Messager, Emergence, Mutations, le Jour …), radios (CRTV PN, RTS, Magic FM, Radio Voltage), télévisions Afrique Média (CRTV TV, STV, Equinoxe, LTM TV, CEN TV) [↑](#footnote-ref-1)